

lesoir.be

LE SOIR

RIO 2016
Le bassin olympique
submergé
par les polémiques
P. 17 & 21

Trump sous-entend qu'il faut arrêter Clinton avec les armes

Donald Trump a-t-il invité ses partisans à utiliser leurs armes contre sa rivale démocrate à la Maison Blanche, Hillary Clinton ? C'est en tout cas ce que beaucoup d'observateurs ont compris du discours du candidat républicain qu'il a donné en Caroline du Nord mardi. Alors qu'il pointait les différences entre lui et sa rivale, il a insisté sur la volonté de celle-ci d'abroger le second amendement, qui garantit le droit de posséder des armes. Et de lancer : « Si elle a la possibilité de choisir ses juges (à la Cour suprême), il n'y a rien que vous puissiez faire, les gars. Bien que, avec le second amendement – peut-être qu'il y a une solution, je ne sais pas », a-t-il ajouté. Il n'en fallait pas plus pour déclencher une vague de réactions hostiles au candidat républicain. Pour le sénateur démocrate Chris Murphy, « il ne faut pas traiter cela comme un faux pas politique. C'est une menace d'assassinat, qui peut sérieusement amener la possibilité d'une tragédie nationale ».

Du côté de Donald Trump, on se défend. Son camp explique que les propos ont été mal interprétés par des médias malhonnêtes. « Cela s'appelle le pouvoir d'unifier. Les supporters du second amendement sont très dynamiques et sont complètement unis, ce qui leur confère un grand pouvoir politique », a écrit son principal conseiller en communication. Il a d'ailleurs immédiatement trouvé le soutien du puissant lobby des armes à feu, la NRA, qui a appelé sur Twitter à voter pour le second amendement et donc pour Donald Trump. ■

► P. 10 NOS INFORMATIONS

La N-VA veut des « bourgmestres-shérifs »



© BELGA

Le ministre de l'Intérieur Jan Jambon appuie la proposition de son président. Mais l'idée passe mal dans la majorité.

Fin juillet, Bart De Wever lançait l'idée d'un « Patriot Act » à la belge, qui passerait entre autres par l'autorisation faite aux bourgmestres d'opérer des arrestations préventives. Le président de la N-VA, soulignant la difficulté, expliquait : « Comme bourgmestre, je ne peux intervenir qu'après que des faits punissables ont été commis. Je ne peux agir de manière préventive. Je ne peux pas fermer un lieu dont nous savons qu'il abrite des activités suspectes. Je ne peux ordonner de filature. Je ne peux faire lire des SMS. Je ne peux arrêter personne préventivement. » Et Bart De Wever

d'annoncer qu'il préparait des initiatives législatives en la matière. Ce mardi matin, sur les ondes de Bel-RTL, le ministre de l'Intérieur Jan Jambon a embrayé sur les propositions de son président de parti : « Dans la situation où l'on est, attaqués par une organisation comme l'Etat islamique, nous devons adapter nos moyens aux situations. Et ces propositions telles qu'elles ont été émises par Bart De Wever, doivent encore s'ajouter à notre arsenal législatif. » Le ministre N-VA se veut cependant plus nuancé que le bourgmestre d'Anvers. « Nous avons pris



Jan Jambon : « Les propositions émises par Bart De Wever doivent s'ajouter à notre arsenal législatif. » © PHOTO NEWS

trente mesures de sécurité. Nous devons les mettre en œuvre. C'est presque fait. Maintenant, on doit évaluer la situation et les propositions que le président de mon parti a émises feront partie de cette évaluation. » Les partenaires fédéraux de Jan Jambon ne sont pas sur la même longueur d'ondes : CD&V et VLD sont franchement contre, le MR est clairement réservé. Du reste, la proposition risque de se heurter à d'importants obstacles juridiques. Le rôle des bourgmestres est particulièrement cadenassé par la loi. ■

► P. 2 & 3 NOTRE DOSSIER

GOLF
Colsaerts : « Rentrer avec une médaille, ça aurait de la gueule »
P. 18 & 19

TENNIS
Goffin se rapproche de Nadal P. 20

SCÈNES
Julia Roberts, Brad Pitt ou Sylvester Stallone... Tous Wallons avec Blockbuster P. 30

MUSIQUE
Simple Minds revit son « New Gold Dream » en grand
P. 31

L'ÉDITO

Frédéric Soumois



MÉDECINE : POURQUOI LE CONCOURS-BOUCHERIE NOUS MENACE

Les multiples convulsions de la déchirure de la Belgique vont-elles finalement nous tuer ? On pourrait le craindre au vu des derniers épisodes de la saga des études en médecine. Où l'on voit des étudiants médiocres, n'ayant réussi que la moitié des cours mais réussi un concours en ordre utile, être préférés à des étudiants brillants ayant engrangé

un maximum de bonnes notes mais épuisés le jour du « concours-boucherie ». Où l'on voit, d'après les mots mêmes de l'ancien doyen Elie Cogan, « l'ambiance actuellement détestable d'une année de sélection telle que les étudiants l'ont vécue durant cette année académique dont l'esprit même est totalement contraire aux valeurs d'un médecin, car privilégiant la concurrence, le calcul et la stratégie au détriment de la solidarité, de l'altruisme et l'ouverture à l'autre ».

Vu de la planète Mars, qui comprendrait que l'on refuse à un étudiant de bon niveau de continuer des études alors que la moitié des communes wallonnes tire déjà la langue faute de suffisamment de généralistes ? Vu de Mars, qui comprendrait que l'on engage sans ciller des centaines de médecins grecs ou roumains dans nos hôpitaux, alors que nos

candidats se font hacher comme chair à canon au découvert des tranchées de l'école secondaire ? La moindre des choses serait qu'ils aient la même chance de devenir les prochains pneumologues de l'hôpital d'Houte-Si-Plou ou les prochains généralistes de Clochemerle. C'est ce que prévoit la proposition d'un ancien doyen de médecine, que Le Soir dévoile aujourd'hui. Mais sera-ce suffisant pour apprivoiser la Flandre et la convaincre de troquer la liberté de se former sans fixer a priori de nombre de candidats médecins contre un verrou législatif strict qui décide combien de généralistes il faut à Houte-Si-Plou ? On peut en douter quand on entend les déclara-

tions délirantes du recteur de la KU Leuven, Rik Torfs, qui entend « scinder la sécurité sociale si les quotas de médecins ne sont pas répartis équitablement et que le gouvernement fédéral honore le comportement non solidaire des francophones ». Ou celles de Matthias Claeys, président des étudiants en médecine flamands, qui estime que le constat de la pénurie wallonne n'est qu'« anathèmes et cris d'orfraie ». Et de se « permettre de rappeler aux décideurs wallons et à nos collègues que les communautés sont responsables de la répartition et de la concrétisation du sous-quota. Il ne s'agit donc plus de se tourner vers le pouvoir fédéral pour aider à combler la pénurie ».

Eux, c'est eux, et nous, c'est nous ? Vraiment ? Pourrait-on leur relire le serment de l'Ordre des médecins ? « Je m'engage à œuvrer de mon mieux pour une médecine de qualité, au service des personnes et de la société. Je veillerai à ce que des convictions politiques ou philosophiques, des considérations de classe sociale, de race, d'ethnie, de nation, de langue, de genre, de préférence sexuelle, d'âge, de maladie ou de handicap n'influencent pas mon attitude envers mes patients. »



RÉGIONS	11 à 13
MARCHÉS	14
NÉCROLOGIES	24

PETITES ANNONCES	24
MÉTÉO	27
JEUX & BD	27

TÉLÉVISIONS	28-29
LOTÉRIE	29
PETITE GAZETTE	32

Extra
-3 %
sur TOUS vos achats
chez Colruyt

Regardez vite en p.3

lesoir.be

Rio 2016. Ce mercredi :
- les résultats des Red Lions face à l'Australie ;
- Croenen en finale du 200m nage libre ;
- La Belgique en finale du 4x200m nage libre.
Et tous les résultats sur lesoir.be

Kroll présente Johan De Moor



J'Y VOIS CLAIR

Faut-il renforcer les contrôles sur les certificats de complaisance ?

La N-VA estime que les médecins qui délivrent des certificats non conformes à la réalité demeurent totalement impunis et demande la mise en oeuvre d'une procédure de contrôle au sein de l'Inami.

Quelle est l'ampleur de la fraude aux certificats ? La N-VA estime que la plupart des médecins n'a rien à se reprocher mais qu'il y a 5 % de « brebis galeuses », comme les appelle la députée Valerie Van Peel. « En prescrivant à leurs patients de faux certificats, ils nuisent à la crédibilité de l'entière de la profession. » Un chiffre difficile à vérifier. « Si les mutualités ont une idée du phénomène des médecins "outliers" – les médecins généralistes soupçonnés de prescrire des certificats en sur-nombre – vérifier l'authenticité d'un certificat est beaucoup plus difficile », confie Karima Amrous, directrice de la communication des Mutualités libres. « Impossible », va jusqu'à dire Geneviève Speltinckx, porte-parole de l'Inami, qui « n'a aucune vue sur les certificats médicaux. C'est la compétence des mutualités.



La N-VA estime que la plupart des médecins n'a rien à se reprocher mais qu'il y a 5 % de « brebis galeuses ». © BELGAIMAGE.



MATHILDE DELVIGNE (ST.)

Les médecins généralistes peuvent être contrôlés par l'Inami lors d'un service d'évaluation, mais les contrôles portent alors sur l'application de la réglementation, sur le nombre d'ordonnances, etc. Pas sur l'authenticité des certificats médicaux ».

Quels moyens pour dénoncer les médecins ? En l'état actuel des choses, ce sont les médecins-conseils qui sont les plus à même de déceler un médecin fraudeur. Ils sont en effet chargés par les mutuelles de contrôler le droit à une indemnité ou à une allocation en cas de maladie ou d'accident de leurs affiliés. Les plus à même, donc, de déceler un éventuel certificat de complaisance et d'en informer l'Inami. Le problème, selon la N-VA, est que le contrôle d'un médecin soupçonné de prescrire des certificats de complaisance ne fait pas partie des missions des médecins-conseils employés par les mutualités. Cela ne fait pour l'heure pas partie de leurs priorités. D'où la proposition d'incorporer les médecins-conseils à l'Inami et la création d'un « point de contact » permettant à l'Inami d'obtenir des informations sur un médecin généraliste grâce à une base de données.

D'après l'Ordre des médecins, en 2015, sept médecins ont pourtant bien été écartés pour avoir prescrit de faux certificats

Les médecins fraudeurs demeurent-ils impunis ? La N-VA pointe l'impunité totale des médecins fournissant des certificats de complaisance, pourtant coupables d'une fraude sociale. D'après l'Ordre des médecins, en 2015, sept médecins ont pourtant bien été écartés pour avoir prescrit de faux certificats. Onze ont fait l'objet d'une réprimande et sept d'un avertissement. Pas rien, donc, mais bien peu face aux 5 % de médecins généralistes belges soupçonnés par la N-VA d'avoir recours à cette pratique.

Les arrestations

- Jan Jambon met sur la table l'idée de son président.
- Celle d'arrestations préventives par les bourgmestres.
- La piste ne passe pas la rampe ni de la majorité, ni de la Constitution.

Le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, a indiqué ce mardi, sur Bel-RTL, que la gouvernance armée « gewapend bestuur » devait faire partie de l'arsenal législatif en Belgique. Il s'agit en fait d'étendre les pouvoirs de police du bourgmestre, jusqu'à lui permettre de procéder à des arrestations de suspects sans infraction constatée, de procéder à des analyses de GSM ou de fermer des lieux susceptibles d'abriter des activités illicites. « Dans la situation où l'on est, attaqués par une organisation comme l'Etat islamique, nous devons adapter nos moyens aux situations. Et ces propositions telles qu'elles ont été émises par Bart De Wever, doivent encore s'ajouter à notre arsenal législatif », a dit le ministre de l'Intérieur mardi matin.

Les propositions de Bart De Wever dont parle Jan Jambon ont été émises dans la presse flamande fin juillet. Le président de la N-VA a annoncé qu'il déposerait des textes en septembre. « Comme bourgmestre, je ne peux intervenir qu'après que des faits punissables ont été commis. Je ne peux agir de manière préventive. Je ne peux pas fermer un lieu dont nous savons qu'il abrite des activités suspectes. Je ne peux ordonner de filature. Je ne peux faire lire des SMS. Je ne peux arrêter personne préventivement », a dit le président de la N-VA à la Gazet Van Antwerpen, précisant que ce type d'extension des pouvoirs pouvait être limité dans le temps. « Mais cela n'est pas contraire à l'Etat de droit. »

« Mauvaise conseillère »

Le ministre de l'Intérieur partage donc la ligne de son président, mais apporte quand même une nuance. « Nous avons pris trente mesures de sécurité. Nous devons les mettre en œuvre. C'est presque fait. Maintenant, on doit évaluer la situation et les propositions que le président de mon parti a émises feront partie de cette évaluation. » La proposition de la N-VA n'est pas accueillie avec des bonds de joie dans la majorité. Loin de là. Dans les quartiers généraux des partis flamands, elle ne passe pas la rampe. Au CD&V, en l'absence du président Wouter Beke, on se réfère à la position de leur ministre de la Justice, Koen Geens pour qui « la peur est mauvaise conseillère pour les dirigeants politiques : à

moins d'une gouvernance renforcée, je ne peux pas faire fermer une maison suspecte, mettre de téléphone sur écoute ou faire enfermer quelqu'un de manière préventive », souligne-t-il, plaidant pour la poursuite du renforcement de la législation existante. Côté VLD, on dit préférer « la bonne gouvernance à la gouvernance armée : s'il faut garantir la sécurité, la défense des libertés est tout aussi importante. Ne commettons pas la même erreur que les Etats-Unis qui, après avoir adopté le Patriot Act sont revenus en arrière. Plutôt que de profiter de l'été pour lancer dans les médias des propositions qui s'en prennent à la démocratie, laissons sereinement ce débat se dérouler dans une enceinte parlementaire ».

Au MR, on reste extrêmement prudent. « J'ai déposé une proposition qui donne plus de pouvoir au bourgmestre pour fermer des lieux suspects », dit Denis Ducarme, le chef de groupe au parlement fédéral. Il s'agit de lieux qui sont le théâtre de radicalisations ou des lieux d'où partent des réseaux. Je pense que ce sera voté car il y a une majorité pour cela. » Sur la question des arrestations préventives, Denis Ducarme reste prudent. « Je suis ouvert à d'autres mesures, mais pas sur base de propos de presse, je veux voir les projets de texte. »

Une question de proportion

Juridiquement, ce ne sera pas simple non plus. L'assignation à résidence est, de fait, une privation de liberté dont la mise en œuvre se heurte à l'article 12 de la Constitution qui exprime que la privation de liberté ne peut résulter que de « l'ordonnance motivée d'un juge ». La Cour européenne des droits de l'homme, dans sa jurisprudence constante et particulièrement l'arrêt Curia (c/Italie, 1989), rappelle qu'une mesure d'assignation à résidence ne peut résulter d'un simple soupçon, sous peine d'être contraire à l'article 5 de la Convention sur la liberté de circuler.

Les bourgmestres sont également limités par le prescrit de la loi communale. Les articles 133 à 135 leur laissent une large marge de manœuvre dans la prise de mesures utiles pour faire cesser les « incivilités » ou faire cesser par des mesures de « précaution convenable » des troubles à la tranquillité publique. La règle demeure, comme l'ont rappelé plusieurs interventions au Parlement, celle de la proportionnalité. Les communes ont l'obligation de motiver leurs décisions après avoir entendu les intéressés frappés par une mesure d'exclusion d'un lieu public, qui peut être contestée devant le Conseil d'Etat. ■

BERNARD DEMONTY
MARC METDEPENNINGEN
DIRK VANOVERBEKE



Le ministre de l'Intérieur partage la ligne de Bart De Wever mais souligne 30 mesures de sécurité bientôt mises en œuvre. © PHOTO NEWS.

policiers Des



Les policiers considèrent ne pas être entendus du monde politique. © PHOTONWS.

DISON

Yvan Ylief : « Michel et Francken jouent aux apprentis sorciers »

Le fils de l'imam de Dison représente-t-il un danger pour la sécurité ? Le jeune homme qui récite les couplets appelant au meurtre de chrétiens dans une vidéo tournée à Verviers est connu des services de l'Ocam depuis quelques mois pour ses discours de propagande. Il a également manifesté son intention de se rendre en Syrie, a-t-on appris à bonne source, sans qu'aucune tentative de départ n'ait encore été signalée. Son père, Shayh Alami, fait lui aussi l'objet d'une surveillance en raison des discours radicaux qu'il a tenus. L'imam ne prêche plus mais, selon un rapport de la Sûreté de l'Etat à son sujet, il représenterait un danger pour la sécurité publique. Fin juillet 2015, Shayh Alami s'est vu notifier un arrêté royal d'expulsion ainsi qu'un ordre de quitter le territoire. Pourquoi dès lors vit-il encore à Dison ? Le 11 août 2015, son avocat, M^e Julien Hardy, a introduit un recours contre l'arrêté royal d'expulsion et l'ordre de quitter le territoire devant le Conseil du contentieux des étrangers. Le 4 mars 2016, deux arrêtés royaux ont été pris : l'un « abrogeant » l'arrêté royal de juillet 2015, l'autre (un nouvel arrêté royal d'expulsion) sommant l'imam, qui a la double nationalité, marocaine et néerlandaise, de « quitter le territoire du Royaume, avec interdiction d'y

GROUPE
ROSSEL
SA ROSSEL ET C^e
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles

Président
et éditeur responsable
Patrick Hurbain

Administration générale
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
Tél. : 02-225.55.55

© journal est protégé par le droit
d'auteur, tous droits réservés.
© Rosssel & C^e S.A. - Le Soir,
Bruxelles, 2016.
Si vous souhaitez copier
un article, une photo,
une infographie, etc.,
en de nombreux exemplaires,
les utiliser commercialement,
les scanner, les stocker et/ou
les diffuser électroniquement,
veuillez contacter Copiepresse
au 02-558.97.80 ou via
info@copiepresse.be.
Plus d'infos : [http://www.copie-
presse.be](http://www.copie-
presse.be).

ROSSEL
ADVERTISING | Keep in touch

PUBLICITÉ
Rosssel Advertising

Annonces téléphonées
Tél. : 02-225.55.00
Fax : 02-225.59.06
annonces.tel@lesoir.be

Annonces
Tél. : 02-225.55.55
Fax : 02-225.59.08
ou 02-225.59.00

Publicité nationale
Tél. : 02-542.10.10
Fax : 02-542.10.11

Prix de vente à l'étranger
France 2,30 €
Luxembourg 1,60 € (en semaine)
2,60 € (le week-end)

Prix de l'abonnement Premium
(papier + PDF + accès au Soir+)
29,50 €/mois soit 1,18 €/jour

LE SOIR

Directeur général
et directeur de la rédaction
Jean-Pierre Miranda

Rédacteur en chef
Christophe Berti

Rédacteurs en chef adjoints
Philippe Laloux
François Mathieu
Hubert Vanslebrouck

Rédaction centrale
Tél. : 02-225.54.32
Fax : 02-225.59.14
ou 02-225.59.10

Courrier des lecteurs
Fax : 02-225.59.14
ou 02-225.59.10
forum@lesoir.be

lesoir.be (internet)
<http://www.lesoir.be>
Tél. : 02-225.54.32
internet@lesoir.be

ROSSEL
SOLUTIONS

Pour toute question,
nous avons une solution

Service clientèle
Du lundi au vendredi de 8 h à 18 h.
et le samedi de 8 h à 12 h.
Tél. : 078-05.05.10
Fax : 02-225.59.01
e-mail: abonnements@lesoir.be
Site: www.clubdusoir.be

Membre de
LENA
LEADING — EUROPEAN
NEWSPAPER — ALLIANCE

EL PAÍS — LE SOIR — LE FIGARO
LA REPUBLICA — TAGES-ANZEIGER
TRIBUNE DE GENEVE — DIE WELT

préventives divisent la majorité

s revendications de sécurité mêlées à un désarroi statutaire



Les syndicats de policiers seront reçus, mercredi 10 août, au cabinet du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Jan Jambon (N-VA). Ils entendent que soient clarifiées les mesures complémentaires envisagées au niveau national après l'attaque sanglante menée samedi contre deux policières dans le chalet installé devant l'hôtel de police de Charleroi.

Cette nouvelle réunion confirmera sans doute la déception des syndicalistes policiers qui exigent l'élévation du niveau de menace qui les concerne au niveau 3 (comme pour les rassemblements de foule dans la population générale). Cette revendication, qui ne repose selon le patron de l'Ocam Paul Van Tigchelt, sur « aucune information concrète » justifiant cette élévation, est avancée depuis des mois par les syndicats policiers comme un signe de reconnaissance de la difficulté de leur métier, plus que comme une mesure techniquement justifiée. « *Pourquoi la population est au niveau 3, et nous au niveau 2 ?* », proclamaient-ils encore avant les événements de Charleroi.

Depuis « Charlie Hebdo »

Depuis l'attentat commis contre *Charlie Hebdo*, les policiers belges sont pris de craintes, justifiées par la nature même de leur métier difficile, mais aussi par une part d'irrationnel que le gouvernement de droite a des difficultés à contenir, la mise en cause de la base policière n'étant pas dans la doctrine sécuritaire qu'il déploie. Il faut rappeler que les premières manifestations de cette peur se sont publiquement révélées quelques jours avant l'assaut donné, le 15 janvier 2015, à l'appartement séditieux de Verviers où furent abattus deux terroristes. Trois jours avant, une chaîne de SMS est partie d'Orléans. Elle relayait des revendications syndicales propres à un commissariat local, faisait état de « *menaces adressées par SMS* » à des policiers. Au bout de la chaîne, des policiers en Belgique recevaient le message pensant qu'ils étaient directement concernés. Dès le 12 janvier, des mesures de sécurité (blocs de béton) avaient ainsi été prises devant le commissariat de Verviers, sans qu'aucune menace réelle n'existe. L'assaut du 15 jan-

vier allait amplifier cette peur, jamais bridée par le gouvernement qui commit l'erreur d'étayer la certitude d'un projet terroriste « *visant un commissariat de police* », ce que le procès qui s'est achevé en juin a démenti. Dans les jours qui suivirent le 15 janvier, cette parole gouvernementale dramatisante provoqua des fermetures de commissariats (inaccessibles au public), la renonciation aux missions des agents de quartier, le doublement des patrouilles. Dans certaines zones, des policiers préférèrent emprunter leur voiture personnelle pour patrouiller. D'autres arrachèrent les autocollants « police » des voitures de service pour les anonymiser.

La dynamique judiciaire interdisait aux policiers de base de savoir ce dont la menace était réellement faite. Un repli sécuritaire des policiers d'intervention en fut la conséquence.

Discours dramatisant

Ce sentiment d'insécurité a aussi été amplifié par un discours syndical dramatisant. L'arrêt de la Cour constitutionnelle du 31 juillet 2014 réformant le système de pension anticipée de la police fédérale (jusqu'à huit ans de plus à prester pour certains policiers) avait déjà, six mois avant Verviers, plongé la police dans la certitude d'être méprisée. Aucune réponse politique satisfaisante n'est venue apaiser ce sentiment. La sécurité est devenue aussi, pour les syndicats portés par les événements, un élément appuyant leurs revendications statutaires : hausses barémiques, reconnaissance au titre de métier à haute pénibilité dans les négociations du Comité A (où ils ont obtenu un accord de principe). Les syndicats se sont érigés en interlocuteurs incontournables pour ajuster des dispositifs, parfois excessifs, au nom de la « sécurité du personnel », comme ce fut le cas à la reprise des activités de Bruxelles-National. Le débat sur la sécurité réelle des policiers et la nature des dispositifs à mettre en œuvre est lourdement handicapé par sa collision avec une situation sociale tendue. Le discours policier entendu depuis le 15 janvier 2015 ne prend en compte que le souci « *des policiers de protéger les policiers* ». ■

MARC METDEPENNINGEN

CHARLEROI



Le couple royal à la rencontre des policiers

Le roi Philippe et la reine Mathilde ont tenu à se rendre à Charleroi pour y manifester leur soutien aux policiers et aux victimes de l'agression terroriste de samedi. Ils ont d'abord été reçus au Grand hôpital de Charleroi (Ghdc) sur le site Notre Dame, pour y rencontrer l'une des deux policières blessées. Sa collègue a en effet été transférée à Bruxelles pour subir des interventions. C'est la bourgmestre déléguée Françoise Daspremont, le chef de corps Philippe Strassart, et le gouverneur du Hainaut Tommy Leclercq qui ont accueilli le couple, aux côtés d'une délégation du comité de direction de Ghdc. Le chef de corps de la zone de police carolo insiste : « *Nos collègues ont agi au péril de leur vie. Leur intervention a évité que la scène ne tourne au carnage.* » Sans ce contrôle extérieur, c'est en effet dans le hall d'attente que l'auteur aurait commis sa sauvage agression. Les détails de l'attentat sont livrés en aparté au couple royal, sur l'esplanade de la nouvelle tour de police. Depuis, le dispositif de sécurité a été renforcé. Le couloir d'accès au check-point a été rétréci, les contrôles et fouilles s'opèrent à distance. L'effectif a été étoffé. La visite se poursuit avec un entretien en comité restreint avec huit policiers qui étaient en service samedi. Ça aurait pu leur arriver.

DIDIER ALBIN



Le bourgmestre Yvan Ylieff ne cache pas son agacement.

© EL TIMMERMANS.

rentrer pendant dix ans ». Le 30 mars, un nouveau recours a été introduit par M^e Julien Hardy contre ces décisions devant le Conseil du contentieux des étrangers. « *Tant le premier arrêté royal d'expulsion que le second, ont été pris malgré des avis défavorables de la Commission consultative des étrangers* », indique l'avocat. La Commission consultative étant l'organe chargé d'assister le secrétaire d'Etat dans la prise de décisions sur des dossiers individuels. Mais à Dison, l'attente se fait longue. « *Je n'arrête pas d'être interpellé par des citoyens qui ne comprennent pas pourquoi cette personne (Shayh Alami, NDLR), considérée comme un danger public, est toujours là* », s'agace Yvan Ylieff, le bourgmestre de Dison, qui pointe d'autres cas sur sa commune. « *Tous les jours, des ordres de quitter le territoire sont signifiés à des étrangers, mais ces ordres ne sont au final jamais exécutés. Pour moi, Michel et Francken jouent aux apprentis sorciers en n'exécutant pas les mesures qu'ils mettent en place, faute de moyens.* »

L. PO



sur TOUS vos achats
en plus des meilleurs prix

parce que nos magasins sont fermés le 15 août

Valable jusqu'au 16/8/2016 inclus.

Présentez votre carte Extra à la caisse. Votre réduction sera directement déduite.

Non valable sur les cartes-cadeaux et articles pour fumeurs, ni à des fins commerciales ou professionnelles.

Non cumulable avec d'autres réductions sur le montant total de votre ticket de caisse.

1 réduction par ticket de caisse.

Vous ne possédez pas encore de carte Extra ? Demandez-la dans votre magasin Colruyt ou sur colruyt.be.

colruyt meilleurs prix

En août, « l’homo politicus » sort en version estivale

POLITIQUE Cinq manières de communiquer pendant les vacances

- ▶ En août, c’est souvent le même scénario : le calme règne en politique ; les responsables prennent du repos aux quatre coins du monde.
- ▶ Mais quelques courageux restent au pays, par habitude, pour « garder la boutique », ou parce qu’ils ne lèvent guère le pied. Ceux-là profitent de la trêve pour se faire entendre, communiquer une info sympa ou améliorer leur cote de présence médiatique.
- ▶ Petit tour des « homo politicus » version estivale.



Celui qui prend le train
C'est le réfléchi. Celui qui choisit le moment de faire sa promo. Comme le ministre MR de la Mobilité, François Bellot, qui prenait hier le train vers Brussels Airport pour encourager chacun à se rendre par le rail à l'aéroport (lire ci-contre). Une première action du genre pour le ministre, qui justifie : « La population n'a pas conscience de l'opportunité que représente le train par rapport à la route pour se rendre à l'aéroport. Et comme la SNCB a entamé une nouvelle promotion et qu'en septembre l'activité économique va reprendre, c'était bien de mener cette action maintenant. Et il est vrai que cela marque aussi plus maintenant. » Cela arrangeait par ailleurs le ministre, puisqu'il n'a pris que cinq jours de congé début août et travaille cette semaine, remplaçant notamment ses collègues libéraux Reynders, Bacquelaine et Borsus. Et toujours pas de repos prévu la semaine prochaine : il sera au Ceran pour une immersion en néerlandais. Mais l'homme n'est pas un acharné des médias : même s'il ne part que dix jours l'été, il n'a pas encore prévu d'autres voyages médiatisés en train.

MA.D.

mobilité Pour prendre l'avion, prenez le train !

François Bellot a pris le train, mardi matin, pour se rendre de Dinant à Brussels Airport. Rien d'étonnant, direz-vous, pour un ministre de la Mobilité, chargé de la SNCB. Mais il ne s'agissait pas d'un trajet anodin. L'idée du ministre MR, accompagné du bourgmestre de Dinant Richard Fournaux, en conviant la presse à ce voyage ? Faire la promotion des lignes qui relient directement 83 villes du pays à l'aéroport national, sans correspondance, au rythme de 12 trains par heure en semaine et 10 le week-end.

« Depuis avril, 27 gares supplémentaires (principalement du sud du pays, NDLR) ont été directement connectées à l'aéroport, mais les gens ne le savent pas, explique François Bellot. L'objectif est donc de le faire savoir, au moment où la SNCB fait une grande campagne de promotion pour le train de l'aéroport » – via son site internet, les écrans et affichages dans les gares, mais aussi les réseaux sociaux et la presse. Avec aussi cette offre avantageuse durant l'été : un billet « famille » à 35 euros pour trois personnes prenant le train ensemble vers l'aéroport.

Le message du ministre tient donc en quelques mots : « Utilisez le train, c'est très facile ! Et vous arriverez au cœur de l'aéroport en évitant les bouchons routiers dus au renforcement des contrôles. » Et même en gagnant du temps si vous venez de Dinant, Namur, Charleroi ou Nivelles, grâce à l'exploitation du tunnel Schuman-Josaphat depuis avril, « ce qui évite de devoir faire une boucle et changer de train comme avant ».



Celui qui distille des infos
C'est le classique. En août, les infos politiques se font plus rares. Certains en profitent pour distiller régulièrement des communiqués certes (plus ou moins) intéressants, mais qui n'auraient peut-être pas donné lieu à de grands développements en période de vaches grasses. Exemple de l'été 2016 : Kris Peeters. Habitué à ce qu'il appelle « le régime été » – être au bureau de 10 à 16 heures –, le vice-Premier CD&V est au pays. Il continue le vélo – ce qui lui a valu un coude et deux côtes cassés suite à une chute –, mais aussi à fournir à la presse de petites infos ou chiffres suffisamment parlants pour être repris. Ce qui lui vaut de régulières apparitions dans la presse. Ces derniers jours, on a ainsi appris que le ministre a demandé au SPF Economie de mener une enquête sur l'inflation dans le secteur des services ; qu'il souhaite allonger les crédits-temps de trois mois pour les parents d'enfants de moins de 8 ans ; qu'il se félicite de la baisse du chômage ; que 40 % des entreprises de télémarketing sont en infraction en contactant des personnes inscrites sur la liste « ne m'appellez plus »...

MA.D.



Celui qui marche
C'est l'original. Celui qui aura les honneurs des médias pour un projet personnel et atypique. Depuis ce lundi, Jean-Luc Crucke, député wallon et vice-président du MR, a entamé une marche de trois semaines à travers la Wallonie. Qui l'emmènera à la rencontre des Wallons grâce à 35 km parcourus chaque jour. Le soir, il dormira dans des gîtes, des chambres d'hôtes, parfois chez l'habitant. L'occasion aussi d'une réflexion « philosophique et politique sur la Wallonie » qui devrait le mener à rédiger un livre. Récit de sa première semaine de marche dans *Le Soir* de samedi.

MA.D.



Celui qui surfe sur les loisirs
C'est le festif. Celui qui profite des événements de l'été pour se faire entendre. Philippe Close, échevin PS du Tourisme de Bruxelles, apparaît tous les quelques jours sur les écrans pour « vendre » le BSF (Brussels Summer Festival), l'opération Bruxelles les Bains ou le Meyboom ; commenter les chiffres de fréquentation touristique de l'été bruxellois ; ou présenter « la nouvelle attraction gratuite » à Bruxelles : le « panoramique selfie ». Bien dans l'air du temps, au moment où les médias sont sensibles aux sujets « vacances ».

MA.D.



Ceux qui doivent rentrer précipitamment
Ce sont les imprévus. Ceux qui devaient être absents mais ont dû revenir au pays pour cause d'événement dramatique. Ici, rien à voir avec l'idée de profiter du creux de l'été pour faire passer une info ou se montrer. Suite à l'attentat contre deux policières samedi à Charleroi, le Premier ministre, à l'instar du bourgmestre de la ville, a décidé de rentrer de vacances parce qu'« il ne pouvait rester à la plage » selon le propos de Charles Michel. Dès samedi, depuis le Sud de la France, le Premier ministre MR répondait à la presse par téléphone. Et le dimanche, il présidait à Bruxelles un conseil national de sécurité, se rendait à la police et à l'hôpital de Charleroi, était en contact avec ses collègues, allait sur les plateaux télé... « Les gens doivent savoir que le gouvernement n'est pas en vacances, justifiait-il. Le pays est gouverné. Je suis à mon poste. » Même chose dans le chef du socialiste Paul Magnette, bourgmestre carolo et ministre-président wallon, qui a écourté ses vacances pour rejoindre sa commune, examiner les questions de sécurité, se rendre au commissariat et à l'hôpital (avec Michel), répondre à la presse...

MA.D.

Pour les touristes, aussi
Les résultats de l'augmentation du nombre de villes reliées à l'aéroport se font déjà sentir : en juillet 2016, 500.000 voyageurs ont pris le train au départ ou vers l'aéroport national, soit 7 % de plus qu'en juillet 2015. Mais François Bellot veut aller plus loin : « Il ne s'agit pas seulement de conduire des gens depuis Bruges, la côte belge ou le sud du pays vers l'aéroport, mais aussi de faire venir des touristes depuis l'aéroport vers ces destinations. On n'exploite pas assez cette possibilité. Il faut vendre les produits touristiques et les villes peuvent faire la promo du train. »

Car en faisant la promotion des liaisons vers l'aéroport, le successeur de Jacqueline Galant garde un œil sur le problème de la mobilité en général, de la saturation du réseau routier en particulier, qui « représente annuellement 800 millions de pertes directes pour les entreprises. Si on peut réduire la saturation de 35 ou 40 %, cela représenterait l'équivalent de 35 à 40 % de 800 millions de charges en moins pour les entreprises ».

Le ministre se fixe d'ailleurs un objectif, que d'autres pays ont pu atteindre, dit-il : « En agissant sur une meilleure offre ferroviaire en temps réel (REK, offre S suburbaine...), sur des investissements dans les transports publics et sur le télétravail, on pourrait réduire la saturation de 20 à 25 % en deux ans. Raisonnablement, on peut y arriver. » ■

MARTINE DUBUISSON

De Block veut dissuader les candidats au tatoo

SANTÉ Lors des festivals musicaux, le Federal Truck sensibilise aux risques liés aux tatouages

Un sigle tribal dans le bas du dos. Des étoiles sur le poignet. Le prénom de l'être aimé gravé dans la peau. La mode passe. Les amours se lassent. Et les grandes déclarations indélébiles, furent-elles passionnées et sincères en leur temps, se muent en ces particularités encombrantes que l'on soustrait péniblement aux regards, une fois l'intérêt culturel tari ou le brasier amoureux éteint.

« Si j'avais davantage réfléchi avant de passer à l'acte... », soupirent les repentis du tatouage. Et ils sont nombreux. Environ 20 % des adeptes de la bande dessinée sur la peau regrettent leur choix par la suite, selon le SPF Santé publique. Le slogan de la campagne estivale qu'il mène conjointement avec le Conseil supérieur de la santé (CSS) interroge les festivaliers : « Et vous, assumerez-vous toujours ? »

C'est ainsi que du 5 au 7 août, le Federal Truck a stationné au Brussels Summer Festival. A bord de ce camion 3.0 des autorités fédérales à la carrosserie teintée de noir, des spécialistes ont informé et sensibilisé quelque 500 paires d'oreilles avides de musique. De 15 à 75 ans.

« Nous avons reçu des familles avec des ados mais également des grands-parents soucieux de pouvoir répondre aux questions concernant leurs petits-enfants en matière de tatouages et/ou de piercings », explique Karine Pasteels, experte au SPF Santé publique.

Quatre infirmiers, un dermatologue

A bord du Federal Truck, quatre infirmiers et un dermatologue ont abordé les questions sur les risques encourus pour la santé. Notamment sur ceux accompagnant le traitement au laser utilisé chez les repentis pour effacer le tatouage. Un acte long, cher, douloureux et qui ne se solde pas toujours par le résultat escompté. En effet, un tel dessin dans la peau, ça ne s'enlève pas d'un coup de gomme. A noter que si l'influence de la lumière – qu'elle soit naturelle (UV) ou thérapeutique (laser) – sur les colorants a été démontrée, leur photo-décomposition et ses conséquences sanitaires font encore l'objet d'études.

Dans notre pays, on estime que de 300.000 à 500.000 nouveaux tatouages seraient réalisés chaque année. Les aficionados sont particulièrement les adolescents et les jeunes adultes. Un tsunami qui concerne un jeune sur quatre en Allemagne. La tendance actuelle n'est pas à la discrétion. Au contraire, les tatouages de très grande taille, nécessitant beaucoup d'encre (pour chaque cm² de

peau tatouée, 2,5 mg de pigments sont utilisés) et davantage de couleurs, ont la cote.

Et cela constitue une source de préoccupation pour le Conseil supérieur de la santé. Si n'importe quelle encre peut potentiellement provoquer une réaction allergique, le risque est maximal avec la couleur rouge. Aussi, avec plus de superficie peinturlurée, le risque de cancer – bien qu'assez faible, voir encadré – s'en trouve accru. Cela n'empêche pas le CSS de faire part, dans un avis datant de fin 2015, de l'existence d'une grande inquiétude quant à l'impact toxicologique de ces encres sur la santé.

Reste le regard des autres. Par-

ticulièrement celui de l'employeur qui n'est pas toujours tolérant. Un tatouage sur la moitié inférieure des bras ou des jambes à devoir dissimuler, c'est la fournaise vestimentaire à supporter tout l'été.

Souvent, l'expérience vaut plusieurs discours. C'est pourquoi, au Brussels Summer Festival, en revêtant une manche couverte de tatouages, les épidermes vierges de gribouillis ont pu expérimenter le lourd regard porté au quotidien par la société sur une personne tatouée. Cette mission de sensibilisation du Federal Truck se poursuivra ces 13 et 14 août au festival Half Oogst de Louvain. ■

LAETITIA THEUNIS



Pour chaque cm² de peau tatouée, 2,5 mg de pigments sont utilisés. © PIERRE-YVES THIENPONT.

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
IL EST TEMPS D'INVESTIR
DURABLEMENT.



LA QUESTION

Les encres, une cause de cancer ?

Si certains composés chimiques des encres sont cancérogènes (nanoparticules de métaux lourds, hydrocarbures aromatiques polycycliques, amines aromatiques), un lien causal entre tatouages et cancer n'a pas encore été établi. « Compte tenu de la multitude d'influences cancérogènes favorisant l'apparition de cancers auxquelles la peau est exposée, et compte tenu du temps de latence très long qui précède l'apparition d'un cancer de la peau, il est très difficile de démontrer l'effet cancérogène des tatouages comme facteur individuel, explique le CSS. En outre, démontrer que les tatouages contribueraient à des cancers dans d'autres organes est encore plus délicat. »

L.T.H.

COMBINEZ RENDEMENT POTENTIEL
ET PERSPECTIVES DURABLES

Savez-vous que la performance de nos produits d'investissement socialement responsable n'a le plus souvent rien à envier à celle des investissements traditionnels ?
Votre patrimoine a une histoire. Ecrivons son avenir.

investirpourdemain.be



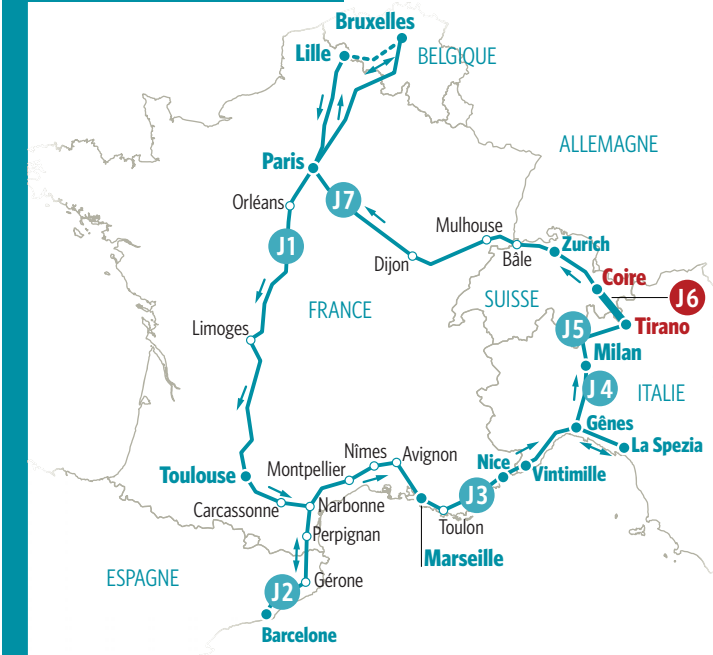
BNP PARIBAS FORTIS
PRIVATE BANKING

La banque
d'un monde
qui change

L'EUROPE EN TRAIN 10/13

L'avion est de plus en plus accessible, le bus et le co-voiturage se développent. Pourtant, le train tient bon. D'ailleurs, les pass « Interrail », qui permettent de voyager n'importe où en Europe à un prix forfaitaire, ont toujours la cote. 250.000 ont été vendus en 2015, dont 4.500 à des résidents belges. Le train, c'est différent. On a le temps. On discute. On peut se dégourdir les jambes, flâner à la voiture-bar, faire connaissance ou faire l'autiste. Flanquées d'un « Global pass Interrail », deux journalistes du « Soir » sont parties sillonner l'Europe en train. L'une plein sud, l'autre vers l'est. Des milliers de kilomètres en trains de nuit, à grande vitesse, trains de banlieue, des bords de mer ou de la montagne. Retrouvez chaque jour pendant deux semaines l'histoire d'un trajet et de ses rencontres.

Aujourd'hui Julie Huon : de Tirano à Coire



Demain Jeudi 11 août Lorraine Kihl : de Kosice à Budapest



LE SOIR Sur plus.lesoir.be, retrouvez la carte interactive de nos périples en train vers le sud et l'est de l'Europe.

57 La longueur en km du tunnel du Saint-Gothard qui vient d'être inauguré (ouverture officielle en décembre) et devient le plus long tunnel ferroviaire du monde.

Le génie des alpages

Il est beau, il est fort, il est intrépide, il grimpe courageusement au sommet des montagnes. C'est le Bernina Express, l'un des plus jolis trains au monde dont le trajet à travers les Alpes suisses est classé au patrimoine mondial.



Le Bernina Express : 55 tunnels, 196 ponts, des ascensions qui atteignent 70 % et une suite continue de panoramas exceptionnels. © DR.

C'est le train de notre enfance. Rouge vif avec un petit nez rond. Celui qui monte et qui descend quand on retourne le Bic. Celui des cartes postales ou des View Masters où les pics enneigés se dé-

tachent à l'arrière en 3D. Le Bernina Express. Déjà, bonheur, un train qui a un nom. Son trajet, reliant Tirano à Coire, Davos ou Saint-Moritz, dans le canton des Grisons – 122 km sur voie métrique entièrement en adhérence sur le réseau du Chemin de fer rhétique, 55 tunnels, 196 ponts, des ascensions qui atteignent 70 %, des panoramas exceptionnels sur la chaîne de la Bernina, plus haut sommet des Alpes orientales – est classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Concrètement, ça veut dire quatre heures le front collé à la vitre panoramique qui se couvre de buée chaque fois qu'on pousse un grand « Waaah ! ».

Dans le Bernina Express, on passe de l'Europe du Sud à l'Europe du Nord, on croise trois types de climat, on parle italien puis allemand, on monte, on monte en traversant les villages de montagnes, à 30 km/h vers la neige. La ligne a été construite entre 1903 et 1910 et le train est devenu touristique, même s'il permet aux skieurs d'atteindre, à partir de

Saint-Moritz, les remontées mécaniques de la Diavolezza. En chemin, par les fenêtres immenses, ils peuvent voir les cascades, les rivières, les forêts, les viaducs, les bouquetins, les ours...

Ours et bouquetins

Les ours ? « Oui, il y a des ours, peut-être trois ou quatre, on ne sait pas et surtout, on ne le dit pas pour que les gens n'aillent pas les ennuyer », dit Martin, le contrôleur. Il y a dix ans pile que l'ours brun a fait sa réapparition en Suisse, après plus de cent ans d'absence. On n'en verra pas (ouf?). Ni de bouquetin. « Ah, le steinbock ! C'est très grand un steinbock, comme une vache avec des cornes immenses. »

Trop sympa, le Martin. Il file plein de tuyaux. « Dans cinq minutes, regardez bien à droite ! Il y a une vue du glacier qui est superbe. Et là, le pic Palü : 3.905 m ! » C'est qu'on n'est pas nombreux dans cette voiture : sept personnes. Et la suivante est vide. « C'est calme, trop calme, dit le contrôleur d'une voix sinistre. D'habitude,

on a des groupes, des touristes allemands, suisses, japonais, coréens, chinois, australiens... »

A Madeleine et Rudolph, Martin a même servi un petit verre de schnaps – on trouve tout dans le Bernina : du chocolat, des bretzels, des couteaux suisses, des bouquetins en peluche... Madeline sirote son schnaps, les chaussettes sur la banquette, les yeux perdus vers une étendue d'eau vert pomme, scintillante, quasi radioactive : le lac Poschiavo. Plus haut, il y aura le Lago Bianco, de teinte claire, et le Lej Nair aux eaux sombres.

Ça lui fait du bien, à Madeleine, de s'élever comme ça : Tirano 429 m, Poschiavo 1.014 m, Pontresina 1.774 m, L'Ospizio Bernina 2.253 m, Alp Grüm 2.091 m... « Les montagnes nous manquent. Alors on revient faire le plein. Il neigeait à Davos la semaine dernière, il faisait vraiment froid, cinq degrés ! »

Elle a 65 ans. Rudolph, 76. Et ils vivent en Australie. Elle est suisse, née près de Zurich. Lui est allemand, de Munich. Ils se sont rencontrés à Sydney en 1982. « Une amie avait vu la Nouvelle-Zélande, raconte-t-elle, et m'avait dit : c'est super beau, viens on y va ! On pensait ouvrir un restaurant là-bas toutes les deux. » Ça n'arrivera pas. A Sydney, elle tombe sur Rudolph et voilà, fin de l'histoire. Ou début, comme on veut.

Rudolph, un sacré numéro. Son premier job, c'était mineur. Il a bossé en Australie, en Afrique du Sud, dans le charbon, le laiton, le cuivre, l'or, le nickel... Dans les années 60-70, son truc, c'était travailler un an, voyager un an. Il a vu le monde entier. L'Afrique, l'Asie, l'Amérique du Nord, l'Afghanistan... « J'avais les cheveux longs, j'étais un hippie, quelle belle époque ! Le monde était plus équilibré qu'aujourd'hui », confie le Munichois avec un petit sourire triste. Et puis, à 40 ans, il décide de se poser à Sydney et devient courtier. Son nouvel horizon : les marchés financiers, une autre forme de vertige.

Chaque année, le couple es-

saie de passer trois mois en Europe, de juillet à octobre. Ils se basent à Davos, chez des amis, et de là, tournent en Espagne, au Portugal, en Sicile... Aujourd'hui, ils se font un Day Trip : « Lunch en Italie, puis retour à Davos. » En septembre, ils étaient en Amérique du Sud, Santiago de Chili, sur un bateau pour le cap Horn pendant deux semaines. Puis un voyage en bus vers Ushuaïa, le bout du monde, une semaine en Argentine. « En Australie, comme aux USA, on ne prend que la voiture ou l'avion. Nous, on aime la lenteur, le train, le bus, le bateau. »

Il vaut mieux ne pas être trop lent, pourtant, dans le Bernina Express. Déjà dans les virages, pour rattraper le GSM, le carnet et la bouteille d'eau qui glissent de la tablette. Le plus impressionnant : le viaduc circulaire de Brusio, on passe dessus (là, on est Hermione Granger dans le Poudlard Express) et dessous ; un virage complet à 360°, une extension artificielle de la ligne sur un espace réduit pour prendre rapidement de l'altitude.

Aux aguets

Mais il faut surtout être rapide pour dégainer son appareil photo. Les grosses vaches brunes toutes velues ! Zut, loupé. La chute d'eau vertigineuse ! Fuck, un tunnel. L'autre contrôleur – celui qui travaille dans l'immobilier, qui est prof de ski l'hiver à Davos, mais remplace les copains quand ils veulent prendre des congés l'été – tente bien de vous prévenir, lui aussi : « Regardez là-bas, un alpiniste. » Hein ? Où ça ?

Derrière, il y a une ado qui ronchonne. Pas parce qu'elle a raté sa photo mais parce que, contrairement à la plupart des autres trains suisses, il n'y a pas de prise dans le Bernina. Et tous ses appareils sont plats. Elle va être obligée de regarder le paysage. On lui conseillerait bien d'aller s'asseoir près de Madeleine et Rudolph. Ils lui apprendraient à profiter de la vue. Pardon, de la vie. ■

JULIE HUON



Madeleine et Rudolph, émigrés en Australie, viennent faire le plein de montagnes. © J.H.

Soirmag⁺ votre magazine sur tablette !

Chaque mercredi soir, Soirmag⁺ sur tablette, smartphone et ordinateur !

www.soirmagplus.be



Cerveau : les incroyables découvertes des scientifiques !

■ Une révolution : 194 nouvelles zones cérébrales viennent d'être identifiées en juillet dernier.

■ Etonnante avancée en partie belge : on est désormais capable de régénérer des neurones.



Le prince Andrew en couple avec Demi Moore



■ La reine Elizabeth n'approuve pas la liaison de son fils avec la star de Hollywood.

■ Pourtant, Clotilde Courau, Olivia Wilde, Gad Elmaleh et

Grace Kelly et d'autres ont démontré que show-biz et aristocratie font parfois bon ménage.

NE MANQUEZ PAS NOTRE OFFRE DANS LA COLLECTION "JE COMMENCE À LIRE AVEC MARTINE"

"Martine et la leçon de dessin" et "Martine fait la cuisine"

6,30 €

pour les deux titres (+ le prix du magazine).

Abonnez-vous dès maintenant !

12 mois au prix de 109 € au lieu de 135,20 €

(prix de vente au numéro)

Par téléphone au 078/05.05.10

Par fax au 02/225.59.01

Surfez sur www.soirmag.be/abonnementsoirmag

Selon Boeing, le MH370 a piqué dans l'océan

CRASH L'avion comptait 239 personnes à bord

► Selon une étude publiée mardi, l'avion aurait plongé dans l'océan à vitesse très élevée.

► Il se serait écrasé dans la zone où sont menées actuellement les recherches.

Les hypothèses se suivent mais ne se ressemblent pas nécessairement dans le sillage du vol MH370 de la Malaysia Airlines, disparu le 8 mars 2014. Selon une étude publiée mardi, l'avion aurait plongé dans l'océan à une vitesse très élevée et se serait écrasé dans la zone où sont menées actuellement les recherches.

Le Boeing 777 de la compagnie aérienne malaisienne s'était volatilisé avec 239 personnes à bord, peu après son décollage de Kuala Lumpur à destination de Pékin, et se serait abîmé dans l'océan Indien. Des opérations de recherches dirigées par l'Australie n'ont pour l'instant rien donné, et certains experts estiment qu'avec quelqu'un à ses commandes, l'avion pourrait avoir plané bien au-delà de la zone d'investigation.

Mais des analyses poussées du constructeur Boeing et de nouvelles données du département américain de la Défense laissent penser, quel qu'ait été le rôle du ou des pilotes, que l'avion a plongé dans l'eau à une vitesse très élevée, rapporte le journal *The Australian*. Quand le MH370 est venu à bout de ses réserves de carburant, il a ralenti avant de plonger de 35.000 pieds (10.600 mètres) à une vitesse de 12.000 à 20.000 pieds par minute, estime Boeing selon cette étude. Cette chute brutale a été confirmée par de nouvelles données analysées par le département australien de la Défense, parmi lesquelles des signaux émis automatiquement par l'avion et captés par des satellites.

Le chef de l'agence coordonnant les recherches a ajouté que cela confortait l'idée que le MH370 « s'est probablement



Des débris de l'appareil ont été retrouvés sans livrer d'explication définitive. © AFP.

écrasé dans la zone de recherche de 120.000 kilomètres carrés », selon *The Australian*. Cette zone avait été déterminée en partant de l'hypothèse que l'avion n'avait au final plus personne à ses commandes et qu'il était à court de carburant.

Il tirait cette conclusion de l'analyse d'un débris de l'appareil retrouvé au large de la Réunion

L'Australie, la Malaisie et la Chine – pays dont la plupart des passagers étaient originaires – ont convenu de suspendre les recherches après la fin de celles menées dans la zone actuelle à moins qu'apparaisse une « information nouvelle et crédible ». Les spéculations pour expliquer cette disparition demeurent principalement concentrées autour d'une défaillance méca-

nique ou structurelle, une prise d'otage ou un acte terroriste, mais rien n'est jusqu'ici venu étayer l'un ou l'autre scénario.

Il y a une semaine, un expert canadien en accidents aériens avait affirmé lui aussi que l'avion a été précipité dans l'eau volontairement. Il tirait cette conclusion de l'analyse d'un débris de l'appareil retrouvé en juillet 2015 au large de l'île de la Réunion. Contacté, Waldo Cerdan, un spécialiste belge de l'aéronautique (*Le Soir* du 2 août) avait considéré l'hypothèse d'une déviation volontaire comme étant « la seule qui tienne la route », même si la raison de ce détournement reste inconnue, faute de revendication terroriste. Un autre expert, Olivier Laland, soulignait pour sa part le manque d'éléments tangibles. L'avion pourrait avoir été volontairement dévié de sa trajectoire

initiale mais, expliquait ce spécialiste, un problème technique pourrait aussi avoir poussé le pilote à vouloir atterrir au plus vite. ■

C.L. (avec AFP)

ÉCLAIRAGE

Une route répétée sur simulateur de vol

Le pilote du vol concerné avait étudié sur simulateur une route allant vers l'océan Indien, où l'avion a probablement disparu, mais cela ne prouve pas qu'il ait délibérément causé la tragédie, ont indiqué des responsables officiels malaisiens. La découverte de ce simulateur de vol avait été révélée en juillet par le « New York Magazine », selon lequel le FBI américain avait réussi à récupérer des fichiers effacés sur le disque dur. (afp)

La commune de Braine-l'Alleud va en appel contre le guide Michelin

JUDICIAIRE La bataille engagée autour de la butte du Lion n'est pas terminée

Lors des préparatifs du Bicentenaire de la bataille de Waterloo, célébré en juin 2015, le bourgmestre de Braine-l'Alleud, Vincent Scourneau (MR), s'était lancé dans une campagne médiatique stratégique : il s'agissait de rappeler que la célèbre butte du Lion, le nouveau mémorial, le Panorama ou encore la ferme d'Hougoumont se trouvaient non pas à Waterloo, mais bien sur le territoire de sa commune.

Clochemerle, comme l'avaient prétendu quelques détracteurs, notamment waterlootois ? Pour le bourgmestre brainois, l'enjeu était au contraire important, et surtout économique. C'est que les dizaines de milliers de touristes attendus sur le site doivent savoir, avant de surfer sur internet à la recherche d'un hébergement ou d'un bon restaurant, qu'il faut taper « Braine-l'Al-



Le lion dit « de Waterloo ».

© R. BRENY.

leud » sur leur clavier...

Et lorsque l'éditeur français du guide Michelin a consacré en 2014 un guide à la route Napoléon en Wallonie, l'ouvrage a été scruté attentivement derrière les lignes brainoises. En le feuilletant, Vincent Scourneau a eu des envies de charges sabre au clair : sa commune n'était d'après lui pratiquement pas mentionnée ! Il a dès lors saisi le tribunal civil du Brabant wallon pour faire in-

terdire la diffusion du guide litigieux, tant que cette « erreur » risquant de causer un « grave préjudice économique » ne serait pas corrigée.

La Bérézina

La décision rendue sur le fond de l'affaire il y a quelques semaines, et qui vient d'être signifiée aux parties, prend des allures de Bérézina pour la commune. La justice estime que celle-ci, qui avait la charge de la preuve, n'établit pas qu'elle subirait un dommage du fait de sa perte de visibilité. Aucune pièce n'a été produite en ce sens pour jurer l'influence de l'ouvrage...

Faute de preuve pour appuyer l'attaque, l'action est estimée non fondée. D'accord, l'éditeur du guide Michelin, qui avait contre-attaqué en parlant d'une atteinte à sa réputation à son honneur, n'a pas non plus prouvé l'exis-

tence de son dommage. Mais le tribunal n'en estime pas moins que la procédure entamée par Braine-l'Alleud est téméraire et vexatoire.

En conséquence, la commune est condamnée à payer 2.500 euros de dédommagement à l'éditeur, et 2.500 euros pour les mêmes raisons à l'historien Philippe Raxhon, qui a collaboré à l'ouvrage. Et la déroute étant complète, le tribunal ajoute une amende civile de 500 euros à charge de la commune pour avoir « encombré inutilement le rôle du tribunal ». Braine-l'Alleud ne s'avoue cependant pas vaincue : estimant que les arguments qu'elle avait faits valoir sur le fond du dossier n'ont pas vraiment été examinés par le tribunal civil, le collège communal a décidé d'aller en appel. Vous avez dit « morne plaine » ? ■

VINCENT FIFI

Le Premier ministre japonais Abe a réitéré hier à Nagasaki la volonté de son pays de militer en faveur de l'abolition des armes atomiques. © AFP.



MONDE

Référendum à haut risque : Renzi joue son va-tout

ITALIE Une victoire du « non » pourrait provoquer un « Italexit » de la zone euro

- L'Italie se prononcera en automne par référendum sur un projet de réforme de la constitution.
- Le chef du gouvernement en a fait un plébiscite personnel.
- Mais c'est aussi le maintien de l'Italie dans l'euro qui se joue.

ROME
DE NOTRE CORRESPONDANT

La constitution italienne va subir un lifting. La Cour de cassation a validé lundi la tenue en automne d'un référendum sur la réforme du texte, resté inchangé depuis sa promulgation en 1948. Un rendez-vous capital pour le chef du gouvernement italien Matteo Renzi, qui a lié son destin politique au succès du « oui » alors que l'Europe, déjà secouée par l'épisode « Brexit », s'inquiète d'un éventuel succès du « non », qui plongerait l'Italie dans le chaos.

La réforme concerne surtout le Sénat. Le nombre des sénateurs passera de 315 à 100. Ils ne seront plus élus au suffrage universel mais désignés pas les conseils régionaux ou par le président de la république (cinq d'entre eux). Leurs pouvoirs seront limités : ils ne voteront plus que les lois de portée régionale ou communale

et ne voteront pas la confiance au gouvernement. La nouvelle constitution prévoit aussi l'abolition des provinces, dont le personnel sera absorbé par les autres administrations. Enfin, certaines compétences, comme les transports, les infrastructures ou l'énergie, qui avaient été décentralisées, retourneront au gouvernement national.

Pour le gouvernement, la réforme met fin au « bicaméralisme parfait », qui soumettait l'adoption des lois à l'approbation des deux chambres. Un mécanisme qui alourdissait et ralentissait le travail législatif, quand il ne rendait pas le pays ingouver-

suffit d'obtenir 37 % des voix pour se voir attribuer 54 % des sièges au Parlement. Sans le contre-pouvoir d'un véritable Sénat élu, le chef de parti qui obtiendrait 37 % des voix aurait non seulement la majorité au parlement mais il pourrait faire élire le président de la république et les membres de la Cour constitutionnelle de son choix. L'abolition des provinces et la redistribution des compétences vont dans le même sens d'un renforcement du pouvoir central. Une présidentialisation qui fait peur à certains, dans un pays encore marqué les souvenirs du fascisme.

Si beaucoup d'Italiens n'ont pas encore fait leur choix, les sondages donnent le « non » favori...

nable... En effet, en raison de modes de scrutin différents, tous les parlements depuis 1996 ont eu des majorités différentes dans la chambre haute et dans la chambre basse. L'abolition des provinces fera faire des économies et la redéfinition des compétences évitera le « millefeuille administratif », qui conduisait souvent à des conflits entre régions et gouvernement central. Matteo Renzi revendique de vouloir doter l'Italie d'un gouvernement fort, moderne et efficace.

Pour les adversaires de la réforme, la perte de pouvoir du Sénat conduit l'Italie vers un système présidentiel autoritaire. Selon la nouvelle loi électorale, il

Dès son arrivée au pouvoir, Matteo Renzi a jeté tout son poids politique dans cette bataille, qu'il avait appelé « *la mère de toutes les réformes* ». Fort habilement, il a réussi à la faire adopter, y compris par les sénateurs, qui ont voté en faveur d'une drastique restriction de leur nombre, de leur pouvoir... et de leur salaire. Mais lorsque Renzi a fait le pari d'un référendum confirmatif, son calcul était plus immédiat. Le président du Conseil caracolait alors en tête des sondages et il voyait dans une large victoire du « oui » l'opportunité d'une légitimation populaire, lui qui est arrivé au pouvoir sans passer par le verdict des



Matteo Renzi a fait le pari du référendum lorsqu'il caracolait en tête des sondages. Mais depuis... © AFP.

urnes. En affirmant qu'il quitterait ses fonctions en cas de victoire du « non », il a transformé le référendum en plébiscite. Malheureusement pour lui, la crise et l'usure du pouvoir sont passées par là : l'exécutif Renzi semble aujourd'hui en panne. Si beaucoup d'Italiens n'ont pas encore fait leur choix, les sondages donnent le « non » favori... Et la gauche du Parti Démocrate, qui n'a pas encore digéré d'avoir été envoyé « à la casse » par Renzi, ancien maire de Florence, voit l'occasion de se venger et organise des comités pour le « non ».

Un scénario inquiétant pour l'Europe. En cas de victoire du « non » et de démission de Renzi, l'Italie serait contrainte de recourir à des élections anticipées. Les sondages prévoient dans cette hypothèse une victoire du Mouvement 5 Etoiles de l'ex-comique Beppe Grillo, qui a promis un référendum sur le maintien de la péninsule dans l'euro. C'est donc un « Italexit » (une sortie de l'Italie de la zone euro) qui se joue en filigrane derrière le référendum sur les réformes. Alors que la fragilité du système bancaire transalpin est déjà une bombe à retardement pour l'UE, les marchés sont aux abois. DBRS, la quatrième agence financière au monde, a placé l'Italie sous surveillance et menace d'abaisser son « rating » en raison des risques d'instabilité politique. ■

DOMINIQUE DUNGLAS

La fin de partie approche pour Dilma Rousseff

BRÉSIL Coup dur en plein JO

La porte de sortie se rapproche : le Sénat brésilien a ouvert mardi ses débats avant un vote, simple formalité de l'avis de tous, qui doit ouvrir la voie au jugement final de Dilma Rousseff, avant une destitution définitive fin août. Juste après la fin des Jeux olympiques...

La séance, qui devait durer une vingtaine d'heures, est l'avant-dernier kilomètre d'un marathon politique entamé il y a plusieurs mois à Brasilia : après le vote d'une commission spéciale de sénateurs jeudi dernier, le Sénat se prononce cette fois en séance plénière. Les adversaires de la présidente de gauche du Brésil n'auront besoin que de la majorité simple, sur 81 sénateurs, pour pousser vers la sortie M^{me} Rousseff, la dauphine politique de l'ex-chef de l'Etat Luiz Inacio Lula da Silva, principal artisan de l'attribution en 2009 des JO à Rio de Janeiro.

Dilma Rousseff a été suspendue de ses fonctions le 12 mai par la chambre haute et c'est son ancien vice-président devenu son rival, le « centriste » Michel Temer, 75 ans, qui assure depuis l'intérim à la tête de l'Etat. Le jugement final devrait intervenir autour du 25 août. Cette ultime étape devrait durer moins d'une semaine. En cas de destitution définitive de la présidente, ce sera la fin de plus de 13 ans au pouvoir pour le Parti des Travailleurs (PT, gauche). Michel Temer remplacera alors Dilma Rousseff jusqu'à la fin de son mandat fin 2018. La présidente est accusée de maquillage des comptes publics et d'avoir signé des décrets engageant des dépenses non prévues sans avoir demandé au préalable l'accord du Parlement, une pratique à laquelle ses prédécesseurs ont largement eu recours. (afp) ■

Poutine-Erdogan : le commerce russo-turc prime

DIPLOMATIE Les deux hommes se sont enfermés en tête-à-tête deux heures durant

MOSCOU
DE NOTRE CORRESPONDANT

La fâcherie est terminée, l'heure est au pragmatisme. « *La priorité est de revenir au niveau de partenariat bilatéral d'avant la crise* », insistait hier le président russe à l'issue de sa rencontre avec le président turc à Saint-Petersbourg. La destruction en vol d'un bombardier russe le 24 novembre 2015 par la chasse turque à la frontière syrienne n'est plus qu'un mauvais souvenir.

Le réchauffement des relations entre Ankara et Moscou a été amorcé au début de l'été. Il a été accéléré par le coup d'Etat manqué du 16 juillet, dont l'une des conséquences a été la brouille entre Ankara et les capitales occidentales. Moscou n'a pas laissé passer l'occasion, alors que les économies des deux pays sont fragilisées par leur isolation diplomatique.

Après une poignée de main, les deux chefs d'Etat ont succinctement planté le décor : « *Notre coopération apportera une grande contribution à la résolution de nombreux problèmes de la région* ». Sur une note plus personnelle, il a remercié Vladimir Poutine : « *Votre appel immédiatement après le coup d'Etat du 16 juillet m'a beaucoup réjoui, ainsi que mes collègues et la population* ». Poutine a acquiescé. Les deux hommes se sont ensuite enfermés pour deux heures de tête à tête.

Recep Tayyip Erdogan a pris avec lui en Russie cinq ministres (affaires étrangères, économie, énergie, agriculture, transports) et son secrétaire



Le rapprochement entre Ankara et Moscou a été accéléré par le coup d'Etat manqué du 16 juillet. © EPA.

d'Etat pour l'industrie de défense Ismail Demir. Vladimir Poutine était entouré de trois ministres (affaires étrangères, transport et énergie), ainsi que le représentant spécial du président pour le règlement du conflit en Syrie Alexandre Lavrentiev, et le patron de Gazprom Alexei Miller.

Promesses

A l'issue des discussions, aucune signature, mais des promesses de retirer tous les obstacles économiques mis en place à l'automne dernier. Vladimir

Poutine rouvre les vannes du tourisme russe vers la Turquie et promet une levée prochaine de l'embargo sur les fruits et légumes turcs, posé en novembre dernier. Recep Tayyip Erdogan a dégelé deux projets énergétiques auquel le Kremlin tient beaucoup : le gazoduc Turkish Stream (censé alimenter également l'Europe) et la centrale nucléaire Akkuyu de Rosatom.

La présence du secrétaire d'Etat pour l'Industrie de défense Ismail Demir suggère un intérêt pour les technologies militaires russes, bien que la Tur-

LES PURGES CONTINUENT

2.560 membres du clergé limogés

La Diyanet, Direction des affaires religieuses, puissante institution publique turque, a annoncé avoir procédé au limogeage de 2.560 employés dans le cadre d'une vaste purge visant toute personne en « lien » avec Fethullah Gülen. Cet ex-imam exilé aux Etats-Unis est accusé d'avoir ourdi le coup d'Etat manqué du 15 juillet. La Turquie a demandé son extradition. (afp)

quie fasse partie de l'OTAN. « *Nous sommes devenus très mercantiles* », déplore une source proche du ministère de la défense russe.

Très attendus sur le dossier syrien, les deux chefs d'Etat ont préféré remettre à plus tard la divulgation des résultats de leurs pourparlers. « *Pour Poutine, ce qui compte, c'est d'afficher son autorité internationale* », estime Vladimir Frolov, expert en relations internationales. En particulier dans le dossier syrien, que la Russie a pris à bras-le-corps. « *Vladimir Poutine cherche à établir une position commune des trois puissances régionales avec l'Iran et la Turquie* ». Hyper actif, le président russe a rencontré son homologue iranien lundi. Et aujourd'hui, c'est au tour du président arménien, à Moscou. ■

EMMANUEL GRYSZPAN

LESBRÈVES

Israël arrête un employé de l'ONU

Israël a annoncé mardi l'arrestation d'un second humanitaire palestinien, accusé de s'être mis au service du Hamas dans la bande de Gaza. L'arrestation de Wahid Borsh est la deuxième annoncée par Israël en moins d'une semaine après celle du directeur à Gaza de l'ONG américaine World Vision. Cette fois, c'est le Programme des Nations unies pour le développement qui est sous la loupe israélienne, et à travers lui toute l'activité onusienne. Le gouvernement israélien a laissé entendre que ces arrestations pourraient ne pas être les dernières. (afp)

INDE Une activiste met fin à une grève de la faim de 16 ans



Une militante indienne des droits de l'homme, Irom Sharmila, a mis fin mardi à une grève de la faim de seize ans, considérée comme la plus longue au monde, souhaitant poursuivre son combat en se présentant aux élections locales. Surnommée la « dame de fer de Manipur » pour son engagement contre les exactions commises par les forces de sécurité dans cet Etat du nord-est de l'Inde, Irom Sharmila a été libérée après s'être engagée par écrit à mettre fin à sa grève de la faim. Elle était jusqu'à présent alimentée de force par une sonde nasale. Madame Sharmila avait cessé de manger et boire après avoir assisté à la mort de dix civils à un arrêt de bus, tués probablement par l'armée. (afp)

SYRIE « Situation catastrophique » L'ONU a appelé à un accès humanitaire immédiat aux 1,5 millions d'habitants à Alep, où régime et rebelles se préparent à une bataille cruciale. « Toute la ville est sans eau courante depuis quatre jours. Les enfants et les familles à Alep sont confrontés à une situation catastrophique », s'est alarmé l'Unicef. (afp)

ALTERMONDIALISME 12^e Forum social à Montréal Une marche au cœur de Montréal a marqué mardi l'ouverture officielle du Forum social mondial, dont la 12^e édition se tient pour la première fois dans un pays riche. « Il faut dépasser la fracture entre Nord et Sud, les inégalités sociales s'accroissent partout », explique Raphaël Canet, du FSM 2016. (afp)

► LA VAGUE ANTI-TRUMP GROSSIT De nouveaux élus républicains ont annoncé mardi qu'ils ne voteraient pas pour Donald Trump, avertissant que sa virulence et son manque d'expérience politique mettraient le pays en danger. Les nouveaux dissidents, qui apportent leur soutien à la démocrate Hillary Clinton, sont des anciens administrateurs de l'Agence de protection de l'environnement. (afp)

L'ANC doit composer avec d'autres



Des milliers de supporters de Democratic Alliance ont célébré la victoire de leur parti à Pretoria. © EPA

AFRIQUE DU SUD Les électeurs se détournent d'un parti qui les déçoit

- Les élections municipales du 3 août ont acté le désaveu d'une partie de la population sud-africaine vis-à-vis du Congrès national africain.
- Un tournant historique pour la jeune démocratie.

JOHANNESBOURG CORRESPONDANCE

Au terme d'un long dépouillement, le constat est sans appel : le Congrès national africain, bien que toujours largement dominant au niveau national (54 % des suffrages exprimés) n'est plus indétronable. Le parti majoritaire a reculé de 8 points depuis les élections municipales de 2011, et enregistre son score le plus faible depuis son arrivée au pouvoir en 1994. L'opposition est parvenue à faire tomber l'ANC sous la barre des 50 % dans 27 municipalités, dont plusieurs métropoles clés. Par exemple dans l'agglomération de Nelson Mandela Bay, où l'Alliance Démocratique de centre droit a remporté 47 % des suffrages. Le principal parti d'opposition arrive aussi en tête des scrutins dans la capitale Pretoria (43 %). Une situation tout à fait inédite, qui introduit un élément nouveau dans la vie politique sud-africaine : la compétition entre partis.

Il suffisait de tendre l'oreille

près des longues files d'électeurs se rendant aux urnes, pour entendre souffler le vent du changement. De Soweto au cœur de Johannesburg, sur toutes les lèvres, les mêmes griefs et le même espoir. « Il faut que nos dirigeants nous entendent », souffle une vieille dame, à la sortie de son bureau de vote. « Nous voulons de l'électricité, des routes goudronnées, une meilleure éducation pour nos enfants », énumère-t-elle à voix basse.

« Ces gens ne pensent qu'à eux-mêmes. Avec l'ANC, les riches sont toujours plus riches, et les pauvres toujours plus pauvres »

MELIKA, 34 ANS

Vingt-deux ans après la fin de l'apartheid, beaucoup de Sud-Africains estiment que trop peu de choses ont changé dans leur pays. L'accès aux services publics de base reste limité dans les communautés les plus pauvres. Même la classe moyenne peine à envoyer ses enfants à l'Universi-

té, faute de moyens. C'est d'ailleurs la principale préoccupation de Melika, 34 ans. « Je n'ai pas voté pour l'ANC, lance-t-elle, l'air buté. Ces gens ne pensent qu'à eux-mêmes. Avec l'ANC, les riches sont toujours plus riches, et les pauvres toujours plus pauvres. »

La succession de scandales au plus haut sommet de l'Etat a fini par lasser. La présidence de Jacob Zuma a vu une multiplication des affaires et des décisions politiques hasardeuses. Au mois de décembre, le président sud-africain a notamment limogé du jour au lendemain son ministre des Finances expérimenté, pour le remplacer par un quasi inconnu. Cette décision unilatérale de l'exécutif avait provoqué la panique des marchés, et fait plonger la monnaie nationale. Elle a aussi mis au jour les liens troubles entretenus par le président avec une riche famille d'industriels indiens, les Guptas, soupçonnés d'avoir la main sur l'appareil d'Etat.

Quelques mois plus tard, le président sud-africain était condamné au terme d'une longue épopée judiciaire à rembourser une partie des 16 millions d'euros d'argent public investis dans les rénovations de sa luxueuse résidence secondaire de Nkandla.

La corruption est devenue

d'autant plus insupportable que l'économie tourne au ralenti. L'Afrique du Sud table sur une croissance nulle pour l'année 2016, alors que le chômage endémique touche aujourd'hui près de 27 % de la population. Les émeutes et les manifestations violentes sont presque quotidiennes dans les townships sud-africains, mais cette fois, à la frustration des plus pauvres s'ajoute l'impatience de la classe moyenne noire. Une classe moyenne urbaine, plus jeune, plus éduquée, plus informée aussi, qui ne se sent plus si attachée à l'ANC. « Le parti a créé les opportunités qui leur ont permis d'accéder à la classe moyenne, mais il est aussi responsable d'une situation économique qui risque de les plonger à nouveau dans la pauvreté », commente Sithembile Mbete, jeune professeure de sciences politiques à l'Université de Pretoria. Ces gens ont grandi au sein du mouvement, mais ils l'ont aussi dépassé. »

En choisissant les urnes pour faire entendre leur voix, en prenant part à un débat riche et passionné, les Sud-Africains viennent de prouver que leur démocratie est bien vivante. Et qu'elle est aujourd'hui en marche. ■

LIZA FABBIAN

DES ALTERNATIVES

Nouveaux rapports de force

Ces élections municipales ont redessiné les rapports de force politiques. Avec 26,8 % des suffrages au niveau national, l'Alliance Démocratique emmenée par son jeune leader Mmusi Maimane s'impose comme une alternative crédible à l'ANC. Le Congrès National Africain sauve la face dans la métropole voisine de Johannesburg (44,5 %). Sans majorité absolue dans ces trois grandes villes, les partis ont maintenant deux semaines pour nouer les alliances pour des coalitions. La situation est quasiment inédite. Bien installé à la troisième place de ce scrutin (8 % des votes nationaux), le populiste Julius Malema et son parti les Combattants de la liberté économique, fait figure de faiseur de roi. Mais le jeune leader de gauche radicale (il prône notamment l'expropriation des fermiers blancs et la nationalisation des mines) risque de se montrer dur en affaires ; ce qui pourrait conduire à une crise.

L.F.

La révolte des Oromos lézarde la mosaïque éthiopienne

ÉTHIOPIE Le pouvoir réprime : 400 morts depuis novembre dernier parmi le plus important groupe ethnique

Une centaine de morts en deux jours : le bilan des manifestations qui ont eu lieu en Ethiopie s'alourdit sans cesse. Amnesty International assure que, les 6 et 7 août, les forces de l'ordre ont tiré à balles réelles sur les manifestants dans deux régions du pays, celle peuplée par les Amharas au nord et celle peuplée par les Oromos au centre et à l'ouest.

Des rassemblements ont eu lieu samedi dans l'ensemble de la région Oromo ainsi que dans la capitale Addis Abeba, généralement épargnée par les manifestations. Il s'agit de la troisième vague de mécontentement depuis novembre dernier. Elles auraient déjà fait plus de 400 morts et sont le signe du profond malaise qui secoue ce pays de 85 millions d'habitants, considéré par les Occidentaux comme un allié important dans la région et cité en exemple pour son développement écono-

mique spectaculaire.

A première vue, ce développement serait l'une des causes de la crise actuelle : les Oromos, qui représentent un tiers de la population éthiopienne, estiment qu'ils ont été exclus des bénéfices de la croissance et que, comme les Amharas, le groupe ethnique dominant dans la capitale, ils sont marginalisés par rapport aux Tigréens, d'où est issu le parti au pouvoir, le TPLF (Front populaire pour la libération du Tigré). C'est en novembre 2015 que commencèrent les premières manifestations, lorsque les autorités décidèrent d'étendre les limites de la capitale Addis Abeba jusqu'en territoire Oromo. Les expropriations massives, la réaffectation des terres agricoles provoquèrent une vague de mécontentement.

Issu de la province du Tigré, représentant 6 % de la population, le TPLF, qui gouverne



C'est à Addis Abeba, durant cette manifestation que la police aurait tiré à balles réelles sur les Oromos. © REUTERS.

d'une main de fer, est l'expression d'un groupe minoritaire qui avait mené la guerre contre le régime militaire du colonel Mengistu Hailé Mariam, avec, à l'époque, le soutien du FPLÉ

(Front populaire pour la libération de l'Erythrée, un mouvement plus ancien qui avait été son mentor). Après la défaite de la dictature communiste de Mengistu en mai 1991, le TPLF, accédant au pouvoir, avait accepté l'indépendance de l'Erythrée : une décision qui ne fut jamais réellement acceptée par les Amharas, majoritaires à Addis Abeba.

Peuple marginalisé

Le bon voisinage entre Erythréens et Tigréens ne dura guère et, en 1998, un litige frontalier entraîna une guerre meurtrière entre l'Ethiopie et la jeune Erythrée, désormais frères ennemis. Depuis lors, Asmara, la capitale de l'Erythrée, accueille des opposants éthiopiens, dont Dawad Ibsa, le président du Front de libération des Oromos.

Ce dernier, en mai dernier, nous avait expliqué que, « du

temps de l'empereur Menelik (fondateur de l'Ethiopie actuelle) les terres des provinces du sud (Oromo, Gambela, Sida-mo) avaient été données aux seigneurs de guerre abyssins. Depuis lors, les Oromos, le plus important groupe ethnique du pays, se sont toujours sentis marginalisés. Leur langue a été interdite voici vingt ans et aujourd'hui 250.000 paysans ont été expropriés sans compensation... »

Les autorités d'Addis Abeba semblent tenir le pouvoir bien en mains car, dans cette région sensible, l'Ethiopie représente un allié majeur pour les Etats-Unis et le pouvoir en place n'hésite pas à recourir à la répression. Lors des dernières manifestations, dénonçant des soutiens étrangers voire des manœuvres de déstabilisation, les autorités avaient même coupé l'accès à Internet. ■

COLETTE BRAECKMAN

Créer un fonds financier pour les associations communales

ECONOMIE Les ASBL pourraient emprunter au même taux que la Région

► L'auberge de jeunesse de Saint-Josse souffre d'une perte de fréquentation.
► Elle doit emprunter pour combler son déficit.

Les hôtels traditionnels ne sont pas les seuls à souffrir de la baisse de fréquentation touristique. L'auberge de jeunesse Van Gogh située à Saint-Josse connaît également une diminution du nombre de nuitées suite aux attentats du 22 mars. La situation financière de l'établissement devient inquiétante et un emprunt est nécessaire pour combler une perte de 200.000 euros.

L'auberge dispose d'une capacité de 200 lits et d'une soixantaine de chambres pour des stagiaires de l'Union européenne. D'habitude, elle fait le plein principalement entre février et début juillet avec des groupes scolaires. Mais cette année, l'auberge de jeunesse a été frappée de plein fouet dans son activité. Après les événements du 22 mars, les groupes ont annulé les uns après les autres, entraînant une diminution de la fréquentation de près de 40 %.

« Nous avions prévu d'être en bénéfice cette année et nous allons devoir enregistrer une perte de 200.000 euros pour un chiffre d'affaires de 1,2 million d'euros », explique Emmanuel De Bock (Défi), administrateur dé-



Emmanuel De Bock.
© D.RODENBACH



L'auberge de jeunesse Van Gogh devrait emprunter 200.000 euros pour compenser les pertes de cette année. © ELIO GERMANI.

légué de l'auberge de jeunesse. Heureusement la location des chambres pour les stagiaires nous a permis d'absorber une partie du choc mais nous n'avons pas pu rembourser les ares versés pour les réservations annulées. Cela risque de nous faire perdre des clients sur le long terme. » L'auberge a aussi dû mettre son personnel en chômage économique comme l'a permis le fédéral pour les hôteliers alors qu'une réduction des

frais de personnel avait déjà été menée voici quelques années. En effet, l'auberge qui dépend aussi en partie de la Cocof et de la commune de Saint-Josse, doit rembourser près d'un million d'euros à cette dernière et dispose aussi d'un emprunt auprès de Belfius. Alors pour éponger le déficit, Emmanuel De Bock a pensé se tourner vers les aides régionales et Finance.brussels. « Ils proposent un prêt à 4 % alors que Belfius ne demande que 3 %. Or, en ce moment, les communes ou la Région empruntent à du 0,5 %. Cela n'est pas logique. »

Du coup, le chef de groupe de Défi au parlement bruxellois souhaite savoir qui fera réellement appel à Finance.brussels pour sortir de la crise. Et surtout, il voudrait simplifier l'accès à des lignes de crédit pour les associations communales. « On pourrait imaginer une filiale au sein de Finance.brussels qui serait spécialisée pour le public. Les ASBL ne devraient alors plus attendre les avis du collège puis du conseil communal et enfin de la tutelle pour avoir un subside extraordinaire pour leurs investissements. On gagnerait ainsi du temps et de l'argent

aussi. Pour un emprunt de 100.000 euros, si on applique le même taux que celui auquel emprunte la Région, cela représente une économie de plus de 10.000 euros. Avec cela, on pourrait augmenter les investissements ou employer du personnel supplémentaire. En plus, cela coûterait moins cher au contribuable. » Certaines garanties devraient être mises en place. Par exemple, une association ne pourrait pas emprunter plus de 20 ou 30 % du montant de son chiffre d'affaires et, évidemment, la commune serait garante. ■
VANESSA LHUILLIER

L'HISTOIRE

Manneken-Pis à Osaka
C'est qu'il en aura vu du pays, le petit bonhomme. Il faut dire que malgré sa silhouette toute juvénile, le plus célèbre des ketjes de Bruxelles joue du sifflet depuis des lustres dont le nom apparaîtrait dès le milieu du XV^e siècle. Plus près de nous, au XIX^e siècle, le gamin de bronze, ou en tout cas une de ses répliques, s'est offert un aller simple pour le pays du Soleil levant, apprend-on sur le site internet de la Ville de Bruxelles où les Archives ont décidé de sortir des cartons un document inédit à l'occasion des 150 ans de la signature d'un traité diplomatique entre la Belgique et le Japon. C'était le 1^{er} août 1866. « Ces relations sont interrompues durant la Deuxième Guerre mondiale, mais elles reprennent après le conflit et se développent surtout du point de vue économique », lit-on sur le site. Et ce pour le plus grand plaisir d'un architecte habitant à Osaka, Shichiro Kigo qui, en 1930 se voit remettre, via l'ambassade du Japon à Bruxelles, une copie de la statuette qu'il va installer dans son jardin. Il écrira ensuite un texte sur la célèbre fontaine « ayant la conviction, écrit-il, que cela puisse contribuer à unir d'avantage les liens d'amitié de nos deux pays ». En 1936, il offrira même un costume traditionnel de noble japonais au Manneken, le vrai celui-là.

P.LE



Meyboom : ils ne se sont pas plantés !

FOLKLORE L'arbre planté dans les temps

Ils ont déjà une belle et longue journée dans les bottes mais le plus dur reste à venir. Encadrés par les Gardevils qui les protègent d'une foule parfois un peu trop exaltée, les fiers buumdroegers (les porteurs d'arbre) suent sous leur T-shirt rouge qui moule leurs biscoteaux voire un brin de bedaine pour certains. S'ils ont du ventre, ils ont aussi du cœur et du coffre, donc, pour extirper le long feuillu qui s'est pavané toute la journée, pépère, installé dans son camion de démenagement. Après le bois de la Cambre où il a été coupé dès potron-minet, l'arbre de joie a ainsi sillonné Bruxelles pour faire admirer ses branches, en perdant quelques-unes au passage, souvenir porte-bonheur oblige. Un petit tour au parc Josaphat à Schaerbeek puis une parade Grand-Place et voilà le hêtre arrivé à destination, rue Saint-Laurent. Il est 16h30 et les buumdroegers entrent déjà en action. C'est que le Meyboom doit impérativement être planté dans les temps. Comme le veut la tradition (*Le Soir* de mardi), le Meyboom se déroule chaque année, le 9 août, veille de la Saint-Laurent. Le feuillu doit être hissé avant 17 heures, sous peine de voir le privilège de la plantation passer aux mains des Louvanistes. Des Louvanistes vaincus par les Bruxellois en 1213. Après 707 éditions réussies (il faudra attendre 1308 pour que cette guilde exerce son privilège de plantation de l'arbre de joie à la veille de la Saint-Laurent), on

imagine mal les hommes en rouge se prendre les pieds dans le tapis pavé. De fait, les valeureux n'en ont pas l'intention. Une trentaine de buumdroegers s'approchent du camion pour en extirper le précieux symbole. « Doucement les gars, porter mais pas pousser ! » Sous le regard des géants supporters, Jan, Mieke, Bompa et Moma, les costauds s'enfoncent dans la rue du Marais et fendent l'assistance pour rallier l'angle avec la rue des Sables, leur destination. Qu'ils atteignent à 16h35 avant de produire leur premier effort pour soulever le feuillu à la verticale. Oh hisse, oh hisse. Le Meyboom s'élève sous les vivats et, quelques coups de rein plus tard, le voilà en place. Il n'est même pas 16h40, un record car ces dernières années, les buumdroegers avaient plutôt pris l'habitude de flirter avec le chrono et, par-delà, avec les nerfs des gens massés derrière les barrières. Comme à l'habitude, les couleurs nationales sont hissées sur le Meyboom mais là, le grimpeur a dû s'y reprendre à deux fois. La Brabançonne peut ensuite retentir avant le non moins célèbre « Viva Boma, pataten met saucissen en dikke cervelas ! ». Allez, ce n'est pas encore cette année que les Louvanistes mettront la main sur le plus bruxellois des folklores. Et c'est tant mieux. ■

PATRICE LEPRINCE

www.meyboom.be



Les valeureux buumdroegers ont rempli leur mission sur le coup de 16h40. © BRUNO D'ALIMONTE

Sanctionner les coiffeurs racoleurs

IXELLES Actions de police à Matonge

Matonge est un quartier à très fort potentiel et sa diversité est un véritable atout pour Ixelles », estime la bourgmestre ixelloise Dominique Dufourny (MR). Mais assurer la sécurité et la tranquillité du quartier et lutter contre tous les types de nuisance est sa « priorité absolue ». L'édile libéral a décidé de mettre un accent particulier sur le deal de rue et la légalité des commerces. En demandant à la police de s'attaquer à un phénomène typique de Matonge et qui concerne les salons de coiffure. Nombreuses sont les femmes passant chaussée de Wavre qui ont déjà été abordées par une femme leur proposant de se faire ajouter des extensions et leur indiquant un endroit pour le faire. Une pratique interdite mais qui existait déjà depuis un bon moment. La police a commencé à y mettre bon ordre. « Ces racoleuses se trouvent souvent à la sortie des bouches du métro », précise Dominique Dufourny. « Et elles proposent d'aller chez elles ou chez leur patron. Mais 33 PV pour ce type de racolage commercial ont ainsi été établis depuis six mois. » Un autre phénomène concerne aussi les coiffeurs du quartier, celui des salons de coiffure qui travaillent en noir ou sans autorisation. « Il y a quelques jours, les scellés ont été posés sur un de ces salons ». Et un autre l'avait déjà été, plus tôt

dans l'année. Par ailleurs, une opération de contrôle de sept salons de coiffure a été menée avec les services de l'inspection régionale de l'emploi et les services en charge de la sécurité sociale. Une boulangerie aussi a été fermée suite à des problèmes d'hygiène et d'insalubrité et une action de contrôle des étalages a été menée dans la galerie d'Ixelles. La police continue aussi à poursuivre les personnes qui dealent de la drogue en rue. « Depuis le début de l'année, les policiers ont dressé 138 PV pour détention illégale de stupéfiants et 21 PV pour vente illégale de stupéfiants. Deux actions appelées « citation par la police » ont visé principalement les consommateurs, avec à la clé le paiement d'une transaction judiciaire de 90 euros. » Dominique Dufourny a aussi obtenu la présence régulière dans le quartier d'une patrouille de policiers cyclistes. Ils s'attaquent à un autre phénomène récurrent dans le quartier. « Depuis le début de l'année, pas moins de 1.747 PV ont été dressés à des automobilistes qui stationnaient en double file dans la chaussée de Wavre. » Enfin, 231 PV pour incivilités diverses (cracher, uriner, gêner le passage...) ont été dressés, souvent à l'adresse de membres de bandes qui traînent dans le quartier. ■

MARC BEAUDELOT

De Molenbeek à la Silicon Valley

INITIATIVE Trois mois à San Francisco pour développer un réseau social

► Khadija Hamouchi a grandi à Molenbeek avant de partir à Londres pour ses études.
► Elle a été reçue à San Francisco pour suivre un programme pour créer le prototype de son application.

Khadija Hamouchi, 26 ans, est un exemple de réussite pour beaucoup de jeunes Bruxellois et particulièrement des jeunes Molenbeekois dont certains ont partagé son histoire sur les réseaux sociaux. À 26 ans, Khadija Hamouchi prévoit de partir en septembre trois mois à San Francisco, aux États-Unis, pour développer le prototype de son application qui sera un nouveau réseau social basé sur les connaissances en lien avec le milieu de l'industrie et le marché de l'emploi.

Diplômée d'un master en éducation, l'idée lui est venue après un long séjour en Egypte et en Afrique du Nord. « J'ai constaté lors de mes voyages que dans le monde arabe et en Afrique du Nord, il y a une disparité entre les attentes des employeurs et des jeunes employés. Une étude a démontré que les attentes ne sont pas les mêmes. Pour les employeurs, les employés ne sont pas suffisamment formés. Trois choses ressortent et qui dé-



Khadija a lancé un crowdfunding pour son séjour à San Francisco. © DLL

montrent que les employés ne sont pas prêts à travailler à la sortie de leurs études, avance Khadija avant de détailler. Cela concerne la connaissance à l'industrie. L'éducation peut être considérée comme une industrie. La deuxième chose est la personnalité. En troisième position, il y a les compétences moins tangibles comme le travail en équipe, la communication. »

C'est pour répondre à ce décalage de perception que Khadija a

trouvé une solution dans la création de son application. « En Belgique, nous apprenons cela lors de la pratique de job d'étudiant. Pour les jeunes du Maghreb et du Moyen-Orient, ce système n'est pas développé. Je me suis donc dit qu'il fallait rediriger le temps des jeunes vers quelque chose qui est un retour sur investissement. Aujourd'hui, les jeunes passent beaucoup de temps sur leur smartphone et les réseaux sociaux comme Facebook. Mais cela

ne va pas les faire grandir ou assurer un avenir stable. Je souhaite donc apporter une possibilité avec Sejaal, un réseau social basé sur le model de Pinterest où les jeunes auront du contenu en lien avec la formation », poursuit celle qui revient de Berlin où elle a testé la faisabilité de son projet.

« Sur Facebook, les gens peuvent passer des heures et c'est addictif. Je souhaite mettre en place une application avec un contenu sérieux mais qui attire

les jeunes. »

Son application sera disponible en arabe mais également en français et en anglais. « Il y aura du contenu en vidéo, des articles, des infographies et chacun pourra sauvegarder sur un tableau le contenu qui l'intéresse. »

Pour développer son application, Khadija a réussi le concours d'entrée pour l'« Open Accelerator Program » de San Francisco. Un programme de trois mois. Pour réussir à financer son

ALLER À L'ÉTRANGER

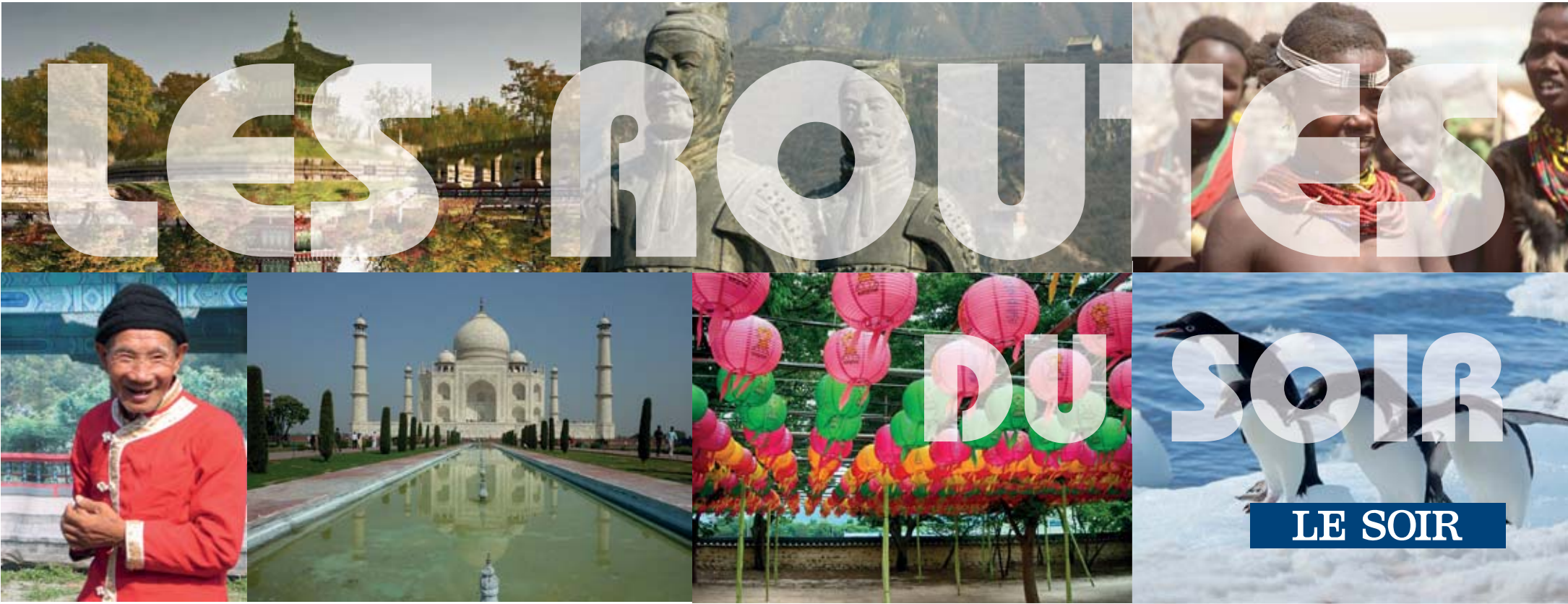
« Besoin d'autre chose »

Khadija est née à Ixelles. Elle a ensuite grandi à Molenbeek où elle a suivi sa scolarité à l'Institut Imelda. « À l'époque, je l'avais mal vécu car je venais d'une école où les filles de la classe s'appelaient Sophie et Marie et je me retrouvais dans une école où elles s'appelaient Rajae et Karima. » Khadija a ensuite été à Saint-Louis où elle a fréquenté « la bourgeoisie belge de souche. » Elle y a étudié les langues et littératures germaniques néerlandais-anglais. Après un Erasmus aux Pays-Bas, elle a réalisé un master en éducation à la Goldsmiths University of London. « J'avais besoin d'autres choses que ce qui était proposé en Belgique. » Elle a aussi réalisé un programme d'été à l'université de Stanford sur le thème Leadership, Business and Innovation.

I.A.

voyage et son séjour sur place, Khadija a lancé un crowdfunding et recherché 12.000 euros d'ici la fin du mois. Pour l'aider, une adresse : www.gofundme.com/sejaal. « Cela me permettra de développer un prototype », conclut-elle. ■

ISABELLE ANNEET



Preference

Un autre voyage, un autre regard...

Programme complet et inscriptions :

info@preference.be - www.preference.be
Preference Travel Team - Licence A 1652,
Rue de l'Abbaye, 77 - 1050 Bruxelles.
Tél. 02 647 30 00 / Fax 02 647 37 22

La Chine Millénaire, de Pékin 1 Shanghai

du 9 au 23 septembre
Prix : 3.825 €

Rêves indiens au pays des Maharadjahs

du 27 septembre au 8 octobre
Prix : 2.625 €

La Corée du Sud, pays du matin calme

du 5 au 21 octobre
Prix : 4.215 €

Croisière d'expédition en ANTARCTIQUE

du 28 novembre au 11 décembre
Prix : à pd 9.195 €

Richesses d'Éthiopie, des Hauts Plateaux aux tribus de la Vallée de l'Omo

du 24 novembre au 4/11 décembre
Prix : à pd 2.475 €

Travail pour des sépultures plus dignes

CIMETIÈRES Quatorze jeunes Aclots désherbent les allées à l'huile de coude

► L'obligation du zéro pesticide pousse les cités à l'imagination.
► Nivelles, Wavre et Court-Saint-Etienne réagissent autrement.

Dans plusieurs communes wallonnes, les jeunes engagés par les pouvoirs publics repeignent des locaux scolaires, réhabilitent des plaines de jeux, donnent un coup de jeune aux installations sportives... À Nivelles aussi, l'opération « Été solidaire » bat son plein. Depuis le début de ce mois et jusqu'au 12 août, quatorze étudiants sont en plein au travail... entre les 6.875 tombes que compte le cimetière de Nivelles.

« Au départ, travailler à côté des morts, c'était un peu bizarre, convient Mégane, 15 ans. Mais, finalement, on s'habitue. C'est mon tout premier job de vacances. Un peu spécial mais ça va. Les gens que nous rencontrons sont sympas. Et c'est aussi intéressant, pour des jeunes, de gagner de l'argent par leur propre travail, sans dépendre de leurs parents. »

Concrètement, râteau et sarcloir à la main, brouette à proximité immédiate, ces jeunes désherbent les allées de gravier et les espaces entre les tombes. C'est que l'interdiction de l'utilisation des herbicides par les pouvoirs publics, conjuguée à l'humidité de ce début d'été, a favorisé la croissance de pas mal d'herbes folles. Naturel certes, mais pas idéal pour l'image que les visiteurs venus rendre hom-



Les quatorze étudiants engagés à Nivelles dans le cadre de l'opération Été solidaire sont à pied d'œuvre pour désherber les allées du cimetière. © V.F.

mage aux défunts gardent du cimetière de Nivelles...

Au service de la collectivité

Le projet a été élaboré conjointement par la ville de Nivelles et le CPAS, et la Région wallonne l'a approuvé. Le subsidé régional octroyé pour payer les salaires des jeunes gens engagés pour nettoyer le cimetière aclot se monte à 6.077 euros, pour dix jours de travail du petit groupe qualifié de « bosseur et

motivé » par ceux qui assurent l'encadrement au quotidien.

Du côté de la Ville, il a d'abord fallu trier les candidatures, sur base des critères décidés par la Région (mixité sociale, mixité de genre, âge des candidats...): c'est que pour quatorze places disponibles, ce ne sont pas moins de

quarante-trois jeunes qui ont manifesté leur intérêt pour l'expérience après que l'appel a été lancé via le journal communal Gens de Nivelles. C'est le CPAS qui s'est chargé de la sélection.

Ensuite, une réunion de « premier contact » a été organisée. C'est là que les candidats ont ap-

RECUEILLEMENT À COURT-SAINT-ETIENNE

Des jardinières non entretenues enlevées

Des jardinières déposées sur les tombes. C'est le travail réalisé depuis un mois et qui va durer jusqu'à la fin de l'année dans le cimetière du Centre et, en 2017, dans les cimetières de Sart et de Tangissart, dans le cadre de la gestion zéro pesticide imposée par la Région et assumée progressivement depuis 2012.

Selon le bourgmestre stéphanois Michael Goblet d'Alviella (Liste du Mayeur), « malgré les investissements en machines entrepris et l'engazonnement de certaines allées, la gestion des espaces entre les tombes et des jardinières sont problématiques pour nos fossoyeurs ». Pour ce qui concerne les espaces entre les tombes, la commune a choisi de les réduire par l'installation d'encadrements à destination des sépultures en pleine terre et des caveaux de deux personnes. Cela permet de

s'assurer que l'alignement des caveaux est respecté. Pour les jardinières, il a été constaté que la moitié d'entre elles ne sont pas entretenues et qu'elles constituent en quelque sorte, selon Philippe Qui-naut, le brigadier de l'équipe des espaces verts, « des réserves de graines de plantes indésirables. Les laisser en l'état nous conduirait à réduire à néant les efforts entrepris ». Un feuillet explicatif est disponible à l'entrée du cimetière. Les ayants droit sont invités à reprendre les jardinières démontées avant le 15 novembre, faute de quoi elles seront évacuées par la commune. Ne sont pas concernées les jardinières entretenues, même si elles ne sont pas prévues dans le règlement des cimetières. Un nouveau règlement est d'ailleurs en cours de rédaction, afin d'offrir des espaces de recueillement entretenus et apaisants.

J.-P. D.V.

vail au service de la collectivité, ce qui est en réalité une démarche citoyenne. Ils contribuent aussi au travail de mémoire en entretenant ce cimetière. Finalement, c'est assez valorisant pour eux, et je vois que cela se passe vraiment très bien. » ■

VINCENT FIFI

DES SEDUM À WAVRE

Plus de 400 nouveaux caveaux

Pour rester dans la pratique zéro phyto de ses différents cimetières « nature », la Ville de Wavre a, elle, décidé, dans le cadre de l'aménagement de plus de 400 nouveaux caveaux au cimetière de Wavre, d'utiliser des sedum, la plante idéale des rocaillies sèches, sur les petits talus et entre les niveaux. D'autre part, dans un esprit de recueillement et de mémoire, des pierres bleues ont été posées pour séparer les anciens des nouveaux caveaux (60 individuels, 262 doubles et 104 triples). Une dépense de 328.000 euros bien nécessaire puisque l'occupation et la mise en concession des travaux du cimetière de Wavre avaient presque épuisé la réserve disponible.

J.-P. D.V.

Fin de l'argent cash au Centre médical

WAVRE Sécurité et rapidité des cartes

Déjà 75 % des patients ont l'habitude d'utiliser leurs cartes bancaires pour régler leurs consultations. Que ce soit à la clinique Saint-Pierre, à Ottignies, ou dans les Centres médicaux de Wavre et de Jodoigne, ainsi qu'à la Polyclinique de Louvain-la-Neuve (ici, en collaboration avec l'UCL). L'ASBL Clinique Saint-Pierre, qui gère l'ensemble, a donc décidé de tendre vers la fin de l'argent cash dans ses différents centres. Le Centre médical de Wavre montre l'exemple.

« Suite à des travaux de rénovation qui allaient nécessiter la condamnation, au moins temporaire, du coffre-fort au Centre médical de Wavre, on a bien pesé le pour et le contre, nous explique Philippe Delvaux, le directeur administratif de la clinique Saint-Pierre. Et on en a conclu qu'il n'y avait pas de réelle plus-value à ce que l'on garde la possibilité de payer avec de l'argent cash. »

D'une part, cela nécessitait l'organisation d'un contrôle de caisses, ainsi qu'un transport de

fonds via une société de sécurité. D'autre part, l'ASBL autorisait déjà l'utilisation des cartes tant de crédit que de débit, quel que soit le montant à payer, sans frais supplémentaires pour le patient. Sans oublier, en dernier recours, la possibilité de se faire envoyer une facture à domicile moyennant cinq euros de frais administratifs.

« Pendant les travaux, on a tout de même réalisé un test, qui s'est révélé concluant, précise Philippe Delvaux. En effet, excepté pour une personne, l'utilisation des cartes bancaires s'est révélée être pour tous un système plus aisé, plus rapide et qui présente plus de sécurité. »

Le Centre médical de Wavre montre donc l'exemple, mais la Polyclinique de LLN et la Clinique Saint-Pierre (om il ne restera qu'une caisse cash) suivront le chemin. Pour le Centre médical de Jodoigne, où la patientèle est plus âgée, l'ASBL attendra encore avant de lancer la mesure. ■

J.-P. D.V.

LES NUITS DU SOIR

10€
6 concerts + DJ Set

15/09/2016

KENNEDY'S BRIDGE / PIANO CLUB
BLONDY BROWNIE / ULYSSE
ALASKA GOLD RUSH / VICTORIA + JEAN

Ouverture au Bota > 19.30 . Concert > 20.00
Réservations : www.botanique.be
02/218 37 32 . 070/660 601

LE POINT SUR LES MARCHÉS

Les Bourses européennes poursuivent sur leur bonne lancée

Les Bourses européennes ont toutes terminé mardi en nette hausse, poursuivant sur leur lancée des derniers jours malgré l'absence d'éléments vraiment nouveaux. « La cote surfe sur cette tendance positive depuis les annonces de la Banque d'Angleterre et les chiffres de l'emploi américain » la semaine dernière, a commenté à l'AFP Alexandre Baradez, un analyste pour IG France. « Cela se passe dans un environnement où les volumes sont très faibles », a-t-il néanmoins nuancé. « Les indices européens tentent finalement de prendre un peu de hauteur, encouragés par un calendrier creux à court terme », a noté pour sa part le courtier Aurel BGC.

L'indice BEL 20 de la Bourse de Bruxelles a progressé de 0,85 % à 3.493,77 points. La quasi-totalité des valeurs sont en hausse, à l'exception du groupe immobilier Cofinimmo, en légère baisse (-0,09 % à 111,55 euros). La plus forte progression est celle du câble-opérateur Telenet (+1,91 % à 41,93 euros). (afp)

PRIX À LA CONSOMMATION

Indices	07/2016	06/2016	07/2015
santé 2013	103,93	103,74	101,37
normal 2013	103,31	103,19	101,01
santé 2004	125,52	125,29	122,42
normal 2004	126,45	126,30	123,64
santé 1996	142,80	142,54	139,28
normal 1996	145,33	145,16	142,09
santé 1988	172,17	171,86	167,93
normal 1988	178,36	178,16	174,39
Base 1981	241,29	241,01	235,92
Base 74-75	371,62	371,18	363,34
Base 1971	509,10	508,51	497,77
Base 1966	605,27	604,57	591,80

PRIX PÉTROLIERS

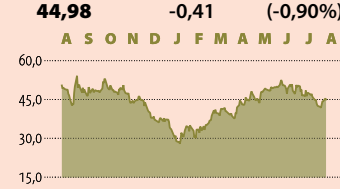
Essence(euro/l)
Super sans plomb 95 10ppm : 1,2960 (-0,0110)
Super sans plomb 98 10ppm : 1,3610 (-0,0110)

Diesel(euro/l)
Gasoil routier à faible teneur en soufre : 1,1940

Gaz(euro/l)
LPG : 0,3890 (-0,0190)
Propane Vrac >2000l : 0,3743 (-0,0106)

Mazout(euro/l)
Gasoil de chauffage, min.2000 l : 0,4709
Gasoil de chauffage extra, min.2000 l : 0,4695

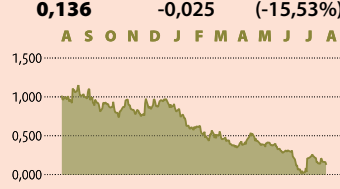
↓ Pétrole brut en dollar par baril



TAUX D'INTÉRÊT

	3 mois	1 an
Couronne danoise	-0,365	-0,175
Couronne norvégienne	1,155	0,450
Couronne suédoise	-0,645	2,420
Dollar aus.	2,176	1,305
Dollar can.	0,965	0,867
Dollar H.K.	1,125	0,820
Dollar U.S.	-0,047	-0,047
Euribor (360j)	-0,298	-0,500
Euro	-0,290	-0,130
Franc suisse	-0,720	1,810
Livre U.K.	0,450	
Yen	-0,165	
Zloty polonais	1,710	

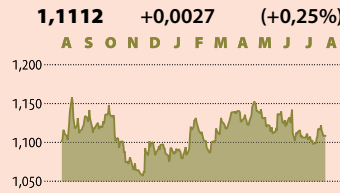
↓ Taux Belge 10 ans



COURS INDICATIFS EN €

	09/08	08/08
Dollar US	0,9027	0,9020
Livre britannique	1,1711	1,1772
Franc suisse	0,9175	0,9189
Couronne suédoise	0,1054	0,1050
Couronne	0,1069	0,1063
Courone danoise	0,1345	0,1345
Dollar canadien	0,6865	0,6862
Yen japonais	0,0088	0,0088
Dollar australien	0,6914	0,6887
Dollar néo-zélandais	0,6442	0,6432
Rand sud-africain	0,0666	0,0661

↑ Euro en dollar

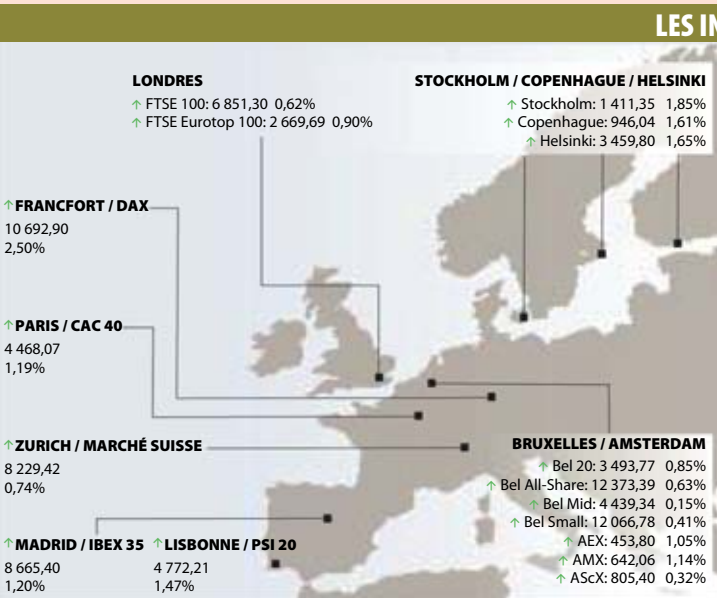


OR : PIÈCES ET LINGOTS

	acheter	vendre
Napoleon	222,00	229,00
Souv. Ancien	278,50	287,25
Souv. Nouv.	280,00	287,25
50 pesos mex.	1427,25	1464,00
Maple leaf	1207,50	1241,50
Florin	230,25	237,50
Louis suisse	223,00	230,00
Krugerrand 1/1	1207,50	1241,50
50 ECU	591,75	607,25
Belge	223,00	229,00
Lingot (kg.)	38350,00	38940,00

Source: www.GoldForex.be

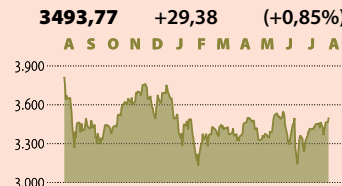
↑ Or USD/once



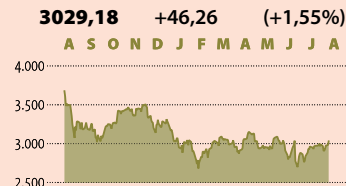
LES INDICES

	dernier indice	diff. en %	il y a un an
↑ Euronext 100	878,67	+1,02	998,30
↑ Next 150	2349,70	+0,87	2417,34
↑ DJIA	18533,05	+0,02	17373,38
↑ Nasdaq	5225,48	+0,24	5043,54
↑ Nasdaq 100	4795,75	+0,23	4520,08
↑ S&P 500	2181,74	+0,04	2077,57
↑ S&P/TSK index (Canada)	860,77	+0,50	845,83
↓ Hang Seng (Hong Kong)	22465,61	-0,13	24552,47
↑ Bovespa (Brésil)	57771,55	+0,24	48577,00
↑ RTS (Russie)	953,98	+0,04	832,47
↑ Mibtel (Italie)	16796,14	+0,31	23705,00
↑ Nikkei 225 (Japon)	16764,97	+0,69	20724,56

↑ BEL 20



↑ Euro Stoxx 50



EURONEXT BRUXELLES - ACTIONS BELGES ET ÉTRANGÈRES

BEL20

	Clôt.	Cl. Veil.	Diff %	Return	Vol.
AB InBev	110,90	110,90	+0,00	3,96	1015572
Ackermans & vH.	108,75	107,65	+1,02	-19,52	19008
Ageas	30,85	30,48	+1,23	-15,86	602073
Ahold Delhaize	21,52	21,20	+1,49	27,25	2680005
Bekaert	40,22	39,78	+1,11	38,20	76902
bpost	23,38	23,38	+0,04	2,96	240175
Cofinimmo	111,55	111,65	-0,01	2,65	13428
Cofinort	49,78	49,38	+0,81	13,15	234418
Elia	47,77	47,66	+0,22	30,52	16989
Engie	14,65	14,64	+0,10	-12,26	3242461
Galapagos	49,10	48,67	+0,88	-8,85	128223
GBL	77,16	76,55	+0,80	8,48	125641
ING	10,58	10,45	+1,24	-23,19	12588503
KBC Groupe	47,81	47,20	+1,30	-25,06	927448
Ontex	31,82	31,32	+1,60	11,12	42665
Proximus	28,31	27,92	+1,42	-13,64	411486
Solvay	95,72	94,25	+1,56	-12,56	196757
Telenet Groupe	41,93	41,14	+1,91	-19,98	87476
UGB	68,29	68,11	+0,26	-3,19	174514
Umicore	54,80	53,97	+1,54	46,01	253528

AUTRES ACTIONS

	Clôt.	Cl. Veil.	Diff %	Return	Vol.
Ablynx	12,30	12,98	-5,28	-8,00	1536971
Accentis	0,03	0,03	+0,00	14,81	251100
Aedifica	72,00	72,04	-0,06	35,52	10574
Agfa-Gevaert	3,19	3,19	+0,00	17,69	154593
Alcatel-Lucent	3,48	3,48	+0,00	27,76	177792
ArcelorMittal	5,90	5,87	+0,48	-12,42	17454925
Ascencio SCA	64,49	64,49	+0,00	21,29	624
Atenor	46,90	46,48	+0,90	18,48	2451
Banimmio A	4,66	4,80	-2,98	-44,23	3883
Barco	72,27	70,99	+1,80	27,35	40058
Befimmo	59,55	59,69	-0,23	7,22	13376
Belreca	97,50	97,50	+0,00	—	110
Bredecore	39,28	39,31	-0,08	-1,58	3601
Campine	11,95	11,95	+0,00	7,57	70
Candela Invest	0,13	0,13	+0,00	178,57	1000
Care Property Invest	20,20	20,26	-0,32	47,91	3007
Celyad	22,93	22,96	-0,15	-54,58	11265
CFE	81,05	81,31	-0,32	-31,36	5959
Cie du Bois Sauvage	294,80	292,10	+0,92	22,45	110
Connect Groupe	0,68	0,69	-0,14	0,87	284
D'teleer	39,90	39,60	+0,76	19,54	28357
Deceuninck	2,24	2,15	+4,04	0,25	9023
Delta Lloyd	3,34	3,29	+1,46	-71,98	6234142
Dexia	12,89	12,85	+0,31	-76,13	1794
Eckert-Ziegler	0,71	0,71	+0,00	-39,98	90
Econocom Groupe	11,60	11,64	-0,30	45,31	31906
Emakina Groupe	10,50	10,50	+0,00	14,13	50
EMD Music	1,80	1,80	+0,00	—	250
Euronav	8,01	8,02	-0,15	-32,00	437788
Evadix	0,13	0,13	+0,00	-13,33	557
MDxHealth	3,95	3,86	+2,33	-12,46	68410
MediVision	0,01	0,01	+0,00	—	1000
Melexis	58,60	58,26	+0,58	33,96	20022
Montea	44,68	45,09	-0,90	32,44	986
Mopoli	290,00	290,00	+0,00	-2,68	200
NewTree	1,03	1,03	+0,00	-58,47	289
Nyrstar	7,40	7,75	-4,53	-48,46	784188
OLIM	0,04	0,05	-20,00	—	9000
Option	0,16	0,17	-4,12	-23,83	100
Option Trading	0,49	0,49	+0,00	-1,20	1600
Orange Belgium	21,30	21,38	-0,37	9,68	46261
Picanol	61,80	60,94	+1,41	13,07	1148
PNS	3,17	3,17	+0,00	-1,94	200
Quest For Growth	7,27	7,22	+0,72	-4,34	6733
Realco	18,00	18,00	+0,00	20,67	64
RealDolmen	22,03	22,00	+0,14	13,94	3883
Recticel	4,63	4,62	+0,22	-12,25	68197
Reibel	5,85	5,85	+0,00	-44,02	1192
Resilux	135,45	135,00	+0,33	-14,16	930
Retail Estates	81,49	81,49	+0,00	20,32	3142
Rosier	165,00	165,00	+0,00	-16,46	65
Roulaarta Media	24,29	24,48	-0,80	75,15	1928
RTL Group	76,78	76,40	+0,50	-0,50	2245
Sabca	25,90	25,90	+0,00	-21,40	75
Saptec	31,20	34,00	-8,24	-2,50	2706
Settlements	13,52	13,52	+0,00	1,10	33000
Sioen Industries	20,80	20,55	+1,24	32,88	10777
Sipef	48,15	48,00	+0,31	5,95	1013
smartphoto	1,19	1,20	-0,75	135,64	23858
Sofina	121,65	121,85	-0,16	19,04	9794

BOURSES ÉTRANGÈRES

LES ACTIONS EUROPÉENNES

Titre	Bourse	Devise	Dernier cours	Cours précéd.	± %
ABB	Zurich	CHF	21,25	21,05	4,21
Aegon	Amsterdam	EUR	3,79	3,74	46,45
Ahold Delhaize	Amsterdam	EUR	21,52	21,20	17,19
Al Liquide	Paris	EUR	95,78	93,49	-20,55
ALLIANZ SE NA O.N.	Frankfort	EUR	133,80	130,25	-15,01
Alstom	Paris	EUR	21,96	21,62	-18,21
Anglo American	Londres	PNC	879,00	875,30	9,34
ArcelorMittal	Amsterdam	EUR	5,90	5,87	12,42
AstraZeneca Plc	Londres	PNC	5177,00	5190,00	20,12
Axa	Paris	EUR	18,27	18,12	-26,11
Banco Santander	Madrid	EUR	3,81	3,77	-39,25
Barclays	Londres	PNC	161,20	157,40	-48,26
BASF	Frankfort	EUR	72,25	70,26	-13,55
BAYER AG NA O.N.	Frankfort	EUR	98,82	96,00	-28,70
BBVA Banco Frances S	Madrid	EUR	5,65	5,65	-15,25
BHP Billiton Plc	Londres	PNC	1049,50	1047,50	-12,05
BNP Paribas	Paris	EUR	44,82	44,39	-25,62
BP	Londres	PNC	425,20	422,15	9,48
British American	Londres	PNC	4800,00	4759,50	25,09
Carrefour	Paris	EUR	22,30	21,94	-29,38
Credit Agricole	Paris	EUR	8,21	8,14	-37,04
Daimler	Frankfort	EUR	62,87	61,17	-27,00
Danone	Paris	EUR	68,82	68,15	10,02
Deutsche Bank	Frankfort	EUR	12,38	12,16	-60,47
Deutsche Boerse AG	Frankfort	EUR	75,61	74,11	-11,16
Deutsche Telekom	Frankfort	EUR	15,76	15,51	-8,76
Diageo Plc	Londres	PNC	2182,00	2170,50	18,80
E.ON SE NA O.N.	Frankfort	EUR	9,43	9,30	-23,00
Enel	Milan	EUR	4,06	4,07	-6,90
Engie	Paris	EUR	14,65	14,64	-18,20
ENI	Milan	EUR	13,55	13,57	-15,87
Ericsson A	Stockholm	SEK	63,65	63,40	-25,24
Generali	Milan	EUR	12,10	11,96	-32,81
GlaxoSmithKline	Londres	PNC	1685,00	1678,00	15,72
HSBC Holdings	Londres	PNC	540,80	537,00	-8,63

Les Chinois à la conquête du football mondial

INVESTISSEMENTS Plusieurs clubs européens d'envergure viennent d'être rachetés

► La stratégie des investisseurs de l'Empire du milieu est adoubée par le gouvernement central.
► Son réel objectif : l'organisation de la Coupe du monde 2026.

Il y a eu le départ de la star italienne Graziano Pellè vers la Chinese Super League (avec un salaire annuel de 15 millions d'euros). Puis le rachat du club anglais de West Bromwich Albion (division 1) par un groupe d'investissement chinois, annoncé vendredi dernier. Le même jour, Silvio Berlusconi déclarait avoir accepté de vendre pour 740 millions d'euros son club de l'AC Milan à un groupe d'investisseurs... chinois. S'ajoutent à la liste de grands clubs comme Manchester City ou l'Atletico Madrid, déjà partiellement dans des mains chinoises. Sans oublier l'autre géant milanais du ballon rond, l'Inter, qui passera à 100 % sous pavillon chinois en octobre (voir infographie).

Il ne faut pas être grand clerc pour s'en apercevoir : la Chine veut mettre le pied sur le ballon rond. Si tant est que l'Empire du Milieu n'a déjà pas mis les deux, de manière stratégique et systémique, dans les stades du Vieux continent, entre passion politique et nécessité économique. En réalité, le développement du football applique le même modèle que celui qui a prévalu dans les secteurs

de l'industrie, avec l'importation du savoir-faire étranger pour former la main-d'œuvre locale. C'est à cette fin que, en décembre dernier, CMC (China Media Capital) Holdings s'est offert 13 % des actions de Manchester City pour 265 millions de livres. Ce qui intéresse surtout cette société publique, et donc l'Etat, c'est le campus de City, donc son savoir-faire en matière de formation pour le reproduire en Chine.

1 Le grand rêve chinois. L'objectif final est à la dimension du pays : l'organisation de la Coupe du monde 2026 – Pékin se fait fort de convaincre la Fifa de déroger à sa tournante continentale – et idéalement remporter la manifestation suprême. 2026, c'est déjà demain, mais la Chine a commencé sa longue marche avant-hier. Les Jeux olympiques de 2008 ont tout à la fois exposé la puissance économique du pays et son potentiel sportif, avec un tableau des médailles plus rempli que celui des États-Unis. Ainsi, plus de 850 milliards de dollars vont être investis dans le sport pour la prochaine décennie.

Le président de la République populaire, Xi Jinping, a même été plus spécifique dans son plan de réforme. « *La Chine doit devenir une superpuissance du football.* » Une véritable révolution culturelle dans un pays où les sports d'équipe avaient été bannis jusque-là. Les paroles de Xi se sont

transformées en or si l'on en juge par le flux d'argent arrosant le football chinois. Les hommes d'affaires ont compris qu'un tel investissement relevait de la vertu et que leur implication leur attirerait des grâces présidentielles sans failles. Or, en Chine, il est de bon ton de prêter l'oreille aux commandements venus de tout en haut, encore plus quand il s'agit de contribuer au « Zhongguo Meng » – le « Grand Rêve chinois » –, autrement dit d'aider à remettre l'Empire du Milieu au centre du monde.

Pour l'instant, un joueur sur cinq en Chinese Super League (CSL) vient de l'étranger. C'est indispensable et suffisant pour permettre à la population, friande de football, de voir ses idoles de près. Mais cette ouverture ne constitue qu'un premier pas et ne devrait durer qu'un temps. Xi Jinping veut créer ses propres héros nationaux. Le football est ainsi devenu obligatoire dans les écoles. D'ici 2020, Pékin prévoit la création de 20.000 centres de formation pour arriver à 50.000 en 2025.

2 L'Europe, ballon d'oxygène. Si l'investissement à l'ombre de la Grande Muraille tient de l'obligation morale,

l'exportation des yuans au-delà de celle-ci tient de la nécessité vitale pour les industriels. Ou à tout le moins d'une condition sine qua non à leur enrichissement bloqué ces dernières années par la stagnation du marché domestique. Pour autant, les « tycoons » n'agissent pas par philanthropie ou romantisme, et encore moins avec naïveté.

Aujourd'hui, chacun des 16 clubs de la CSL appartient à un des grands groupes locaux, très souvent liés à l'immobilier, mais ce dernier, source première d'enrichissement en Chine, n'est pas le seul domaine économique impliqué dans le football. Luneng, qui a donné son nom au club qui vient d'acquérir Pellè, est sous contrôle de la State Grid Corporation of China, soit la plus grande société d'électricité au monde, émanation du gouvernement chinois. Ce qui démontre ce mouvement de balancier et ce rapport inextricable entre argent public et investissements privés.

À présent, ces mêmes sociétés, aux débouchés très diversifiés, vont faire leur shopping à l'extérieur de leurs frontières. Le Wanda Group (lire ci-dessous) a ainsi acquis 20 % des parts de l'Atletico Madrid pour un peu plus de 45 millions d'euros en mars 2015. Mais les Chinois savent très bien qu'investir pour investir dans un club de football équivaut à jeter son argent par les fenêtres. Mais, pour le « re-

turn », ils visent surtout sur les effets collatéraux.

3 L'emprise sur le milieu. Se lier à un club européen contribue notamment à développer le prestige d'une marque. Le Wanda Group, pour 40 millions d'euros, a par exemple financé le centre d'entraînement de l'Atletico auquel il a donné son nom. Le « naming » ne vise donc pas seulement les stades, mais également les infrastructures secondaires.

La Chine, via ses industries et l'Etat, est occupée à créer un véritable réseau autour du football où la prise de pouvoir dans un club ne constitue que la partie visible de l'iceberg. Le 22 mai dernier, Reuters a révélé que quatre consortiums de l'Empire du Milieu se disputaient à grand renfort de surenchères la plus puissante des agences de football, le « Stellar Group » (Bale), et qu'une autre société chinoise est entrée dans le capital de « Gestifute », dirigée par le « super-agent » Jorge Mendes, en échange de tuyaux pour vendre l'image de Cristiano Ronaldo en Chine. Serviable, insatiable surtout, l'homme d'affaires portugais a servi d'intermédiaire à un autre groupe chinois, Fosun, pour l'acquisition de Wolverhampton (D2 anglaise). Et pour ne pas faire de jaloux, l'équipementier télécoms Huawei a, lui, choisi Lionel Messi comme ambassadeur. ■

ROCCO MINELLI (avec X.C.)

L'actionnariat chinois dans les clubs européens



projet Dalian Wanda veut sa Ligue des champions

L'homme le plus riche de Chine, Wang Jianlin, met la pression sur l'Union européenne de football (UEFA). Le propriétaire du Dalian Wanda Group affirme en effet avoir rallié à sa cause les différents intermédiaires pour créer sa propre compétition pour clubs en Europe, en dissidence de la Ligue des champions. Derrière cette idée, encore et toujours la volonté de la Chine d'avoir la mainmise sur le sport le plus populaire de la planète, sur le terrain et dans les coulisses du pouvoir.

Wanda a tout simplement promis aux cinq ligues principales (espagnole, allemande, anglaise, italienne et française) plus de places qualificatives (6 au lieu de 4, 3 ou 2,5) et des droits TV revus à la hausse. Conséquence : encore plus de chocs entre

grandes équipes, et par conséquent des audiences encore plus larges. Wanda avance une augmentation potentielle des revenus de 30 à 35 %.

Véritable bras armé de la propagande sportive de l'Etat chinois, Wanda utilise avec dextérité, voire perversité, le bâton et la carotte pour convaincre les éventuels récalcitrants. « *Un jour, on aura l'argent pour attirer Cristiano Ronaldo dans notre championnat. Si vous (les clubs européens) voulez conserver votre leadership, il faut épouser notre projet. Il en va donc de votre propre intérêt.* »

Les petits pays grondent

Les discussions ont déjà commencé avec la Serie A italienne et la Liga espagnole. Les pourparlers avec la

Bundesliga, la Premier League anglaise et la Ligue 1 française devraient prendre cours dans les prochaines semaines. Les personnes en discussion avec Wanda qualifient ce projet de « *bien ficelé et très réaliste* ». Elles ajoutent que le Real Madrid, le club le plus puissant financièrement, pousse résolument pour la concrétisation dudit projet. À l'inverse, les petits pays s'opposent fermement à une telle réforme. Avec 6 places pour chacune des 5 grandes ligues, il est mathématique que les championnats mineurs ne disposeraient d'un espace d'expression très réduit dans cette nouvelle compétition.

Parallèlement, un autre groupe d'investisseurs chinois envisage de faire main basse sur la société Rele-

vant Sport, organisatrice de l'International Champions Cup, un vaste tournoi estival réservé à l'élite du football européen et disputé aux quatre coins du monde. L'objectif ultime est de reproduire cette Coupe dans ses grandes lignes, mais pour « du vrai », en pleine saison et plus en période de préparation.

Avec des droits TV domestiques de l'ordre de 5,1 milliards de livres pour la Premier League et de 4,6 milliards d'euros prochainement pour la Bundesliga, les clubs anglais et allemands regardent avec un certain détachement ces tentatives de « putsch chinois », au contraire de leurs homologues français et italiens, beaucoup plus tributaires des dividendes des compétitions internationales. ■

R.M.

DROITS DE DIFFUSION

Même la Jupiler Pro League...

Les Chinois ne se limitent pas aux clubs de foot. Ils s'intéressent aussi aux droits de diffusion. Wanda Group (actionnaire de l'Atletico Madrid) a par exemple racheté l'an dernier Infront Media, la société suisse dirigée par le neveu de Sepp Blatter, Philippe, qui négocie les droits pour les Coupes du monde. Wanda Group est également devenu l'un des principaux sponsors de la Fifa pour les quatre prochains mondiaux. Autre cas d'école : l'agence de gestion des droits sportifs MP&Silva. Celle qui détient depuis 2014 les droits du foot belge (la Jupiler Pro League) est devenue chinoise en mai dernier, après que le fonds Shanghai Jin Xin Investment y a pris une participation de 65 %. MP & Silva compte dans son portefeuille des droits sur plusieurs dizaines de compétitions sportives mondiales : du football au rugby (Tournoi des six nations) en passant par la Formule 1, et compte pour clients quelque 200 diffuseurs à travers le monde.

X.C. E.T.R.M.



Des chèvres médicaments bientôt en Wallonie

BIOTECH Elles sont programmées génétiquement pour produire certaines protéines

► Une « ferme pharmaceutique » pourrait voir le jour à Marloie en 2017.
► Leur lait contiendra une protéine thérapeutique.

Depuis des millénaires, l'homme pratique l'élevage afin de se nourrir. Et si, demain, les fermes servaient aussi à produire des médicaments ? Science-fiction ? Plus vraiment. Dès l'année prochaine, la société Bio-Sourcing inaugurera sur le territoire wallon – vraisemblablement à Marloie – une chèvrerie d'un genre nouveau. Elle sera peuplée de centaines de chèvres dont les gènes ont été modifiés pour qu'elles produisent dans leur lait une protéine thérapeutique bien particulière. Celle-ci sera extraite du lait et purifiée afin de produire un médicament à usage vétérinaire pour le compte d'un des leaders mondiaux de la santé animale, partenaire de Bio-Sourcing. Aucun autre détail ne filtre pour l'instant sur l'identité de ce partenaire et la maladie traitée.

Derrière ce projet un peu fou, on retrouve le Français Bertrand Merot, ancien vice-président du LFB (Laboratoire français de biotechnologie). Ce généticien cherche depuis des années à démocratiser l'accès aux protéines thérapeutiques. Celles-ci ont révolutionné la médecine en apportant de nouveaux traitements pour toute une série de maladies, mais leur coût de production reste particulièrement élevé. « Aujourd'hui, on utilise surtout des cellules ovariennes de hamster pour les produire. Pour une petite usine de fermentation, il faut compter 400 à 500 millions d'investissement avec un rendement très faible : 150 kg par an. » Conséquence : les médicaments biotech coûtent des fortunes, ce qui les cantonne au traitement des maladies mortelles et aux pays riches.



Plusieurs centaines de chèvres seront nécessaires pour produire des quantités suffisantes de médicaments. © SYLVAIN PIRAUX

Avec sa première société, Meristem Technologies, Bertrand Merot a d'abord misé sur les plantes transgéniques (tabac, maïs) pour produire une protéine luttant contre la mucoviscidose. Il a dû jeter l'éponge. Sa société était devenue la bête noire de José Bové. Ses champs ont été dévastés par les activistes anti-OGM. Un traumatisme... « C'est déjà suffisamment compliqué d'entreprendre. Il faut convaincre des investisseurs, des régulateurs... Si, en plus, ces partenaires ont le sentiment que le projet se fait contre l'opinion publique, ça devient très difficile à gérer. En l'absence de bénéfices immédiats pour eux, les gens ne voyaient que les risques. »

Bertrand Merot a tourné la page mais n'a pas abandonné son

idée de base : révolutionner la production de protéines en diminuant son coût et en augmentant les rendements. Il mise aujourd'hui sur la transgénèse animale avec sa nouvelle société Bio-Sourcing. S'il a choisi de se concentrer sur la médecine vétérinaire, c'est avant tout pour convaincre l'industrie pharma-

Trois chevreaux transgéniques sont déjà nés à Boston, dans les laboratoires du LFB

ceutique de la pertinence de son approche industrielle. La preuve scientifique et technique, elle, a déjà été apportée. Depuis dix ans, la filiale du LFB aux Etats-Unis produit l'Atryn, un anticoagulant pour la santé humaine issu de lait de chèvres transgéniques. Par contre, le LFB n'a pas réussi à

convaincre les grands groupes pharma d'adopter ce mode de production. « Il sera plus facile de le faire en médecine vétérinaire, estime Bertrand Merot, car le coût de production y est beaucoup plus déterminant. Si le prix du médicament dépasse la valeur marchande de la bête, c'est l'équarrissage. »

Il a trouvé en Wallonie une oreille très attentive des autorités régionales qui lui ont octroyé des aides pour mener à bien son projet en vue de l'attirer. Il y a aussi trouvé des investisseurs publics et privés : Meusinvest, Investsud, Nausicaa ventures, Philippe Janssens (expert Awex), Pierre

Drion (ex-Petercam)... « Ce n'est pas un coup isolé mais la naissance d'une véritable filière industrielle de production de médicaments en Wallonie, s'enthousiasme Bertrand Merot. Même si on décentralise en partie la production à terme, les activités à valeur ajoutée y seront toujours logées. » Pour accélérer son développement, Bio-Sourcing prépare une nouvelle levée de fonds fin d'année (4 à 6 millions).

Ne cherchez pas ses labos et ses chèvres transgéniques. Toute la recherche s'effectue au sein de la filiale américaine du LFB qui détient la propriété intellectuelle du procédé. Bio-Sourcing est sa spin-off. Pour l'heure, trois chevreaux transgéniques sont nés. D'autres devraient suivre. « Nous prendrons celui qui exprime le

mieux la protéine dans son lait, explique Bertrand Merot. Cet animal fondateur sera transféré de Boston en Wallonie où il pourra se reproduire de manière naturelle afin de constituer le troupeau. Il transmettra le gène modifié à sa descendance. On a besoin de centaines, voire de milliers de chèvres. »

La chèvrerie devrait être basée à Marloie (Marche-en-Famenne) au sein du CER, un centre spécialisé dans la recherche biomédicale et l'agroalimentaire. « Aucun accord n'a encore été signé », insiste néanmoins Bertrand Merot. Si tout se passe comme prévu, elle devrait ouvrir l'année prochaine. Ensuite, il faudra compter deux ans pour constituer le troupeau. ■

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

Du wifi gratuit à la plage

NUMÉRIQUE Knokke et Blankenberge desservies, avant d'autres

Regarder les JO à la télé dans un bar de plage de la Côte belge ou envoyer gratuitement quelques photos de vacances tout en prenant un verre avant de retourner piquer une tête, c'est possible. À Blankenberge et à Knokke, dans un premier temps. Puis à Ostende dès cet automne et dans d'autres stations côtières l'an prochain. Le projet est le fruit d'une collaboration entre Proximus et le gestionnaire de réseau d'électricité Eandis.

Connecter ces établissements balnéaires à l'internet et à la télé avec une qualité satisfaisante n'est pas toujours très simple, pour les opérateurs. La plupart n'ont pas de numéro de maison, indispensable pour un raccordement classique chez Proximus.

D'autres ne sont présents sur la plage que durant une partie de l'année et ferment la boutique durant la saison morte. Pour ceux-là, payer une connexion inutile durant les mois creux coûte décidément trop cher.

Les opérateurs sont de plus confrontés à un autre problème : pour installer les lignes, il faut ouvrir des chantiers sur la digue. Une perspective qui ne réjouit ni les riverains ni les vacanciers.

Les JO en bord de mer

Pour contourner le problème, Proximus a noué un partenariat avec Eandis. « Nous utilisons les gaines posées par Eandis pour raccorder les bars de plage au réseau électrique et nous posons nos équipements dans leurs ca-

bines électriques », explique le porte-parole de Proximus, Haroun Fenaux. Rien qu'à Blankenberge, trente zones de connexion sur la plage ont été mises en service. Les exploitants des bars de plage payent leur raccordement aux services de Proximus et les clients les utilisent sans le moindre frais.

Concrètement, les clients des bars de plage pourront se connecter à l'internet, à Proximus TV ainsi qu'au Bancontact, même s'ils ne sont pas des abonnés de l'opérateur. « Le moment est particulièrement propice puisque de nombreux vacanciers souhaitent garder un œil sur les JO durant leur présence à la Côte », ajoute Haroun Fenaux. ■

ALAIN JENNOTTE

LES BRÈVES

Deutsche Bank à l'amende

Deutsche Bank a écopé d'une amende de 12,5 millions de dollars aux Etats-Unis pour avoir illégalement disséminé des informations confidentielles. L'amende concerne des fautes « importantes » de supervision en rapport avec des informations que l'entreprise a transmises à ses employés. Malgré plusieurs avertissements relatifs au « squawk boxes », le système de communication interne, Deutsche Bank n'est pas parvenue à établir une supervision adéquate des accès, selon la Financial Industry Regulatory Authority (Finra), qui fustige la gestion d'informations sensibles. La banque n'a ni nié ni admis les faits, mais a indiqué qu'elle allait améliorer son système de supervision. (dpa)

AUTOMOBILE

VW adopte le filtre à particules pour les moteurs à essence
Toujours dans la tourmente légale et financière suite au scandale des logiciels truqués, VW tente de se refaire une virginité environnementale. Le groupe allemand vient d'annoncer qu'il adoptait à grande échelle les filtres à particules pour les mo-

teurs à essence, capables de retenir jusqu'à 90 % des fines particules de suie. D'ici 2022, près de sept millions de véhicules du groupe VW bénéficieront de cette technologie chaque année. Le changement débutera en 2017 avec le moteur 1.4 TSI de la nouvelle Tiguan et le 2.0 TSFI de l'Audi A5. (A.Je.)

CARBURANTS

Le diesel et le mazout de chauffage plus cher

Le prix maximum du litre de diesel sera de 1,194 euro soit 3,1 centimes de plus. Le prix maximum du litre de mazout de chauffage pour une commande de plus de 2.000 litres sera de 0,4971 euro, soit 2,95 centimes de plus. Pour les commandes inférieures, le prix sera de 0,4709 euro soit 2,96 centimes de plus. (b)

SNCB

Plus d'informations sur les écrans dans les gares

La SNCB a procédé lundi à une mise à jour de ses écrans informatifs dans la plupart des gares belges. Dorénavant, les inscriptions « en approche » et « à quai » précisent la position des trains aux voyageurs, signale la société ferroviaire sur son site web. (b)